8e Année. N° 142. — 25 Décembre 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'« union sacrée » contre l'Amérique

Ainsi donc, de Marin à Doriot, l'union, l' « Union sacrée » de « tous les français » s'est faite pour que la bourgeoisie française ne rembourse pas à la bourgeoisie américaine l'argent qu'elle lui avait emprunté il y a quinze ans.

Ce que ce fourbe d'entre les fourbes, le bourgeois français, a pu étaler de mauvaise foi durant ces deux jours de débats à la Chambre, est inimaginable. Mais l'important n'est pas là. L'important est que les représentants, ou soi-disant représentants de la classe ouvrière française, ont fait chorus avec lui, sacrifiant une fois de plus au mensonge de la patrie, apportant une fois de plus à la bourgeoisie fançaise, contre une bourgeoisie étrangère, l'appui inconditionné du prolétariat français, solidarisant ainsi en fait, l'exploité avec son exploiteur.

Déjà, il y a sept ans, l'une des premières fois que la question des dettes vint à la Chambre, Cachin, alors porte-parole de la « fraction » communiste, avait cru nécessaire de faire, contre les Etats-Unis, un discours du plus pur chauvinisme:

...Tout de même, Messieurs, s'écria-t-il, lorsque ce pays (les Etats-Unis) exige aussi impérativement d'un pays épuisé dans ses finances, le remboursement de ses dettes, on a le devoir de lui parler avec énergie et d'opposer la détresse infinie de la France à la magnifique prospérité industrielle et financière des Etats-Unis (1).

« La détresse infinie de la France »... tais-toi mon cœur !

A Moscou on crut tout de même prudent de désavouer une telle explosion de patriotisme, et Cachin fut blâmé. La section française de l'I. C. n'en a pas moins continué, aujourd'hui, à agir conformément à ce discours. Elle s'est simplement contentée de se mettre, cette fois, à l'abri d'un sophisme. « Dettes impérialistes » a-t-elle dit, « nous ne reconnaissons pas les dettes impérialistes ».

« Dettes impérialistes » ? — Evidemment ! Mais dettes inter*-impérialistes. Dettes dues à un impérialisme par un autre impérialisme, et que cet impérialisme — non le prolétariat — a à rembourser.*

Car le prolétariat français, pas plus que le prolétariat américain, n'a d'intérêt dans l'affaire. Qu'une bourgeoisie ait ou non des dettes, qu'elle ait des intérêts à payer ou qu'elle en ait au contraire à recevoir, cela ne l'empêche pas, dans tous les cas, d'exploiter son prolétariat au maximum. Les ouvriers d'un patron qui n'a pas de dettes, dont tout le bénéfice est pour lui, ne touchent pas un salaire supérieur à celui des ouvriers du patron qui a dû emprunter ; pareillement les ouvriers français ne toucheront pas un sou de plus du fait que la bourgeoisie française ne paiera pas ses dettes à l'Amérique, tout comme les ouvriers américains n'auraient pas non plus, eux, touchés un sou de plus, si la bourgeoisie française avait payé.

*Lorsqu'on gueule « dettes impérialistes » pour aider les jeunes Messieurs de l'*Action Française *ou les vieux Messieurs du Comité Marin à garder pour eux la part de plus-value qu'ils ont fait produire grâce aux capitaux que leur a prêtés la bourgeoisie américaine, on se constitue tout simplement les défenseurs, contre un capitalisme étranger, de son propre capitalisme. On fait du patriotisme. On pratique la solidarité nationale entre prolétariat et bougeoisie.*

(1) Voir R. P. de janvier 26.

Les absurdités du « désarmement »

Les diplomates ayant fini par accoucher de savantes formules pour masquer le recul des uns et des autres, la conférence du désarmement a annoncé sa réouverture pour après les fêtes.

Cette conférence a déjà suffisamment siégé pour qu'on puisse dès maintenant voir les principales directions dans lesquelles elle se dirige.

L'une d'elles est celle qui conduit à distinguer les engins « défensifs » des engins « offensifs », les premiers étant autorisés et les seconds prohibés.

Eh bien ! supposons que cette distinction soit facile à établir et d'une façon parfaite ; supposons également que l'on se mette d'accord pour interdire tous engins « offensifs » et que tout le monde observe scrupuleusement cette interdiction ; qu'en résultera-t-il ? Il en résultera tout simplement ceci : une prolongation de la durée des guerres.

L'expérience de 1914 est en effet tout à fait concluante à cet égard. En 1914, — non point en vertu de conventions internationales ou de sentiments « humanitaires », mais tout simplement par suite de l'état de la technique des armements à ce moment — les armées étaient pourvues d'un matériel « défensif » formidable, et d'un matériel « offensif » à peu près nul. Les deux seules grandes armes d'alors, la mitrailleuse et le canon léger à tir rapide, ont en effet une valeur offensive nulle, car ils sont à peu près totalement inefficaces, dès que le défenseur s'est terré si peu que ce soit, tandis que sur l'attaquant, qui

marche à découvert, ils font les terribles ravages que l'on sait.

C'est à ce fait, la formidable supériorité que l'armement de 1914 donnait à la défense sur l'attaque, qu'est dû la stabilisation du front presqu'aussitôt la guerre déclanchée. Et si la décision a pu être obtenue en 1918, c'est en grande partie parce que, dans l'intervalle, un important matériel « offensif », artillerie lourde de compagne et tanks, avait été construit. Si on en était resté aux armes purement défensive, la guerre durerait peut-être encore...

Si donc la conférence du désarmement aboutit à la suppression des armes « offensives », le seul résultat qui en découlera sera l'éternisation de la guerre.

Second projet de la même conférence : suppression des « gaz ».

Là vraiment, ça devient complètement incompréhensible. Les gaz sont précisément la seule arme contre laquelle on peut presque toujours disposer, dans tous les cas, d'une défense immédiate et efficace.

L'expérience de 15-18 est encore probante à cet égard. Chaque fois qu'un nouveau gaz asphyxiant a été inventé, la parade est arrivée presqu'instantanément, sous la forme d'un nouveau masque. Et le nombre de corps non susceptibles de combinaisons chimiques est si restreint, que rien ne permet de supposer qu'il n'en sera pas de même à l'avenir

On ne parle pas de supprimer l'obus ordinaire ou la mitrailleuse, armes contre lesquelles on est sans défense, tandis qu'on considérerait comme un grand succès d'intedire l'emploi des gaz... contre lesquels on peut se défendre !

Enfin ! il y a la « grande » mesure, celle que réclament les radicaux du désarmement : la suppression de la fabrication privée des armes.

Je n'ai aucune sympathie pour M. Schneider ou ses pareils, mais il ne faut tout de même pas exagérer leur rôle.

Que les intérêts particuliers des industriels de l'armement aient pu parfois jouer un certain rôle dans les conflits entre Etats de l'Amérique du Sud ou des Balkans, c'est possible, mais qu'ils jouent un rôle déterminant dans les conflits européens, il n'y a que les lecteurs du « Canard Enchaîné » pour le croire. Schneider est, certes, une part non négligeable du capitalisme français, mais il n'en est tout de même qu'une très faible partie, et ce ne sont point les intérêts particuliers de Schneider qui sont capables d'entraîner le capitalisme français dans une guerre, si le capitalisme français n'a pas intérêt, dans son ensemble, à cette guerre.

C'est un argument de polémique commode, mais qui contribue à fausser énormément les idées, que de jeter sur les épaules de quelques individus ou de quelques professions, les responsabilités qui incombent à une classe toute entière. La guerre n'est point le fait de l'industrie des armements, elle est le fait de la bourgeoisie toute entière ; lorsqu'une guerre sera dans l'intérêt de celle-ci, elle éclatera tout aussi sûrement, avec le Creusot dans les mains de l'Etat, qu'avec le Creusot dans celles d'une quelconque société.

Mais il y a plus.

Dès que cette question a été soulevée à Genève, les petits pays, et même de grands, comme la Chine, qui, pour des raisons techniques, ne peuvent pas avoir ou n'ont pas pour le moment les moyens de fabriquer chez eux du matériel de guerre, ont fait valoir que la suppression des fabriques privées d'armement dans les autres pays les priverait de toute possibilité de se procurer des armes, et par conséquent les livrerait sans défense aux attaques des grandes puissances, celles qui détiennent le fer et le charbon.

Cette objection est tout à fait juste. La conséquence de l'étatisation de l'industrie des armements serait un renforcement de la domination des puissances impérialistes.

On voit par ces quelques exemples qu'il en sera pour le désarmement, si la conférence aboutit à quelque chose, exactement ce qu'il en est maintenant pour le pacte Briand-Kellog qui met « la guerre hors la loi ».

Tout le monde sait que cette mise « hors la loi » de la guerre n'a point empêché la guerre. La guerre entre des nations qui avaient elles-mêmes signé sa mise « hors la loi » : depuis la signature du « pacte », le Japon et la Chine se sont fait la guerre, et se la font encore, la Bolivie et le Paraguay se la font.

Cependant, grâce au pacte, il y a quelque chose de nouveau : ces pays se sont fait la guerre sans déclaration de guerre.

Les principes que sous le nom de « droit des gens », les siècles derniers étaient péniblement parvenus à élaborer afin de maintenir certaines règles de droit entre les belligérants, le pacte Briand-Kellog a eu pour seul résultat de les détruire. On a beau dire, c'est un résultat !

Ce n'est qu'à de semblables résultats que le « désarmement » pourra aboutir.

Cela d'ailleurs n'aurait pas autrement d'importance, s'il n'y avait des tas de braves gens qui, grisés par la magie de certains mots et sans regarder ce qu'il y a dessous, délaissent pour ces chimères la besogne essentielle, la seule réelle, la seule féconde, la seule qui compte : la lutte directe contre l'exploitation capitaliste et l'organisation autonome de la classe ouvrière.

R. L.

La Bataille des Fonctionnaires

Le problème de l'unité d'action

Les stratèges de la C. G. T. Lafayette et de la C. G. T. U., ayant repoussé les propositions du « Comité des 22 » qui risquaient de leur arracher les chers leviers de commande, élaborèrent, les uns à Magic-City, les autres à Japy, chacun un code de mariage si parfaitement étudié que l'Unité Syndicale n'est toujours pas faite et que l'heure de la bataille, bataille dont dépend pour une large part le sort de tous les salariés — sonne devant les fonctionnaires divisés en 3 tronçons : confédérés, autonomes et unitaires. Les trois tronçons vont-ils s'unir pour l'action et la gagner ?

Le problème n'est pas résolu !

Certains confédérés affectent de croire que la problème de l'unité est résolu chez les fonctionnaires. La Fédération Confédérée, disent-ils, groupe la quasi-unanimité des fonctionnaires (500.000 membres, me précise-t-on) ; les autonomes ne sont pas 40.000 ; et les unitaires ne possèdent que quelques fédérations squelettiques.

Cela est exact. Mais l'aspect de la question change sitôt que l'on considère que la Fédération autonome groupe presque entièrement deux corporations d'une importance vitale et d'une combativité reconnue : les douanes et les contributions indirectes.

De plus, derrière les fonctionnaires proprement dits se tiennent tous les travailleurs des services publics et concédés (travailleurs départementaux, municipaux, chemins de fer, éclairage...) qui savent que leur sort est lié à ceux des fonctionnaires et qui constitueront en quelque sorte la seconde vague de l'armée des travailleurs menacés. Or, dans les services publics l'influence unitaire est encore profonde ; elle arrive à contrebalancer en nombre dans certains centres et dans certaines corporations (cheminots) l'influence confédérée et à la dépasser sans doute en combativité.

A l'heure actuelle deux organismes prétendent à diriger l'action des fonctionnaires : d'une part les organismes réguliers des fédérations syndicales confédérées — d'autre part les Comités d'Action formés entre unitaires et autonomes et nommés par des meetings publics tenus sans aucun contrôle.

Allons-nous donc voir, si un organisme décide une grève pour le 8, l'autre se dépêcher de la lancer le 5? Verra-t-on l'un mettre ses troupes en branle pour 24 heures de grève et l'autre demander à tous, « à tous », de ne pas rentrer ?

En vérité, de part et d'autre on cherche à prouver aux masses que l'on fait quelque chose pour l'unité d'action. Chez les confédérés on écrit : « Rentrez chez nous et faisons l'unité selon Japy ! » tandis que le Comité d'Action commune invite les confédérés à participer à ses travaux.

Ces tactiques ne donnent — et ne donneront pour l'instant — pas d'autres résultats que quelques grignotages. Chacun arrache par ci par là une plume à la volaille. La proportion des forces n'en est guère changée et la division continue...

Il faut donc chercher autre chose si l'on veut aboutir.

Front Unique honnête et loyal !

Honnête et loyal. Ces deux adjectifs se promènent dans les motions, les articles et les discours longtemps sans apaiser personne. On pourrait ajouter une douzaine d'épithètes que la question n'en serait pas éclaircie.

Pour nous, le front unique honnête est celui qui ne cherche pas à la faveur de la bataille à changer le rapport des forces des organisations contractantes, c'est celui qui se conclut **d'organisation à organisation** par délégués **mandatés,** c'est celui qui aboutit à la constitution d'organismes intersyndicaux, interfédéraux, intercartels.

Un pas a été fait dans ce sens par la Fédération Confédérée des Fonctionnaires lorsqu'elle a offert à la Fédération Autonome une place dans sa Commission exécutive et dans son Bureau. Celle-ci répond en demandant, justement, à nore avis, qu'une proposition semblable soit faite par le Cartel Confédéré des Services publics au Cartel Unitaire des Services publics.

Mais, en outre, le Congrès de la Fédération autonome pose comme principe essentiel que l'action commune ne peut se concevoir que sur le terrain d'égalité entre organisations et non par l'admission d'une représentation infériorisée d'une organisation dans l'autre.

En termes clairs cela signifie que l'action commune ne s'admet que par l'institution, entre organisations, d'un comité d'action, à base paritaire, fixant le programme revendicatif et le plan d'action, desquels on ne devra pas s'écarter.

Ici j'ai le regret de n'être plus d'accord avec nos amis autonomes dont j'ai aimé bien des fois le réalisme syndical.

Demande **illogique :** 40.000 autonomes (1) ne peuvent prétendre délibérer à égalité de mandats avec 500.000 confédérés. Si le principe était admis à la tête, verrait-on les 3.500 enseignants unitaires équilibrer les 90.000 membres de la Fédération Confédérée de l'Enseignement ? Verrait-on, sur le plan départemental, un syndicat unitaire de l'enseignement de 40 membres traiter à égalité avec un syndicat confédéré de 1.000 membres ?

Proposition **antiunitaire :** Nos camarades autonomes ne voient-ils pas qu'admettre ce principe ce serait pousser toutes les minorités à quitter leurs organisations — pour traiter ensuite avec elles à égalité par le moyen du front unique... Si les syndicalistes purs que nous sommes, créaient leurs fédérations, verrait-on ensuite la C.G.T. et la C.G.T.U. délibérer avec eux à égalité ?

Proposition **dangereuse** car elle risque de faire prévaloir au sein des organismes directeurs les points de vue des minorités à une heure où il faut des actions de masse.

La représentation proportionnelle est logique.

(1) Une fois pour toutes, je prie les camarades de ne point s'attacher à une erreur de nombre qui n'infirmerait point notre démonstration et qui s'explique par le fait que je ne suis pas un collectionneur de documents.

Elle donne à chaque fraction du mouvement ouvrier l'importance même qu'elle aurait dans l'organisation unifiée.

Evidemment, la représentation proportionnelle implique que les décisions d'action appartiendront aux organisations les plus nombreuses, les plus « représentatives », pour employer le langage syndical courant. S'il s'agit d'une grève générale des Fonctionnaires, c'est la fédération confédérée qui par la force des choses décidera de ses modalités — mais s'il s'agit d'une action particulière aux Indirectes (baisse du rendement des impôts, par exemple) c'est le Syndicat autonome qui dirigera l'action que le syndicat confédéré devra appuyer.

Dans les services publics, quelles sont les organisations les plus représentatives ?... Je l'ignore. Mais ici comme là, soumission à la loi du nombre !

Et si...

Et si... les dirigeants confédérés reculent au dernier moment devant l'action ? me demande cet unitaire. Ils seront responsables devant leurs mandats, ils verront une aile gauche se former dans leur Fédération qui les chassera — ou qui les quittera — ou qui liera partie avec le groupement unitaire-autonome. Mais croire que, dès janvier 1933, il sera possible par des Comités d'Action de jeter les fonctionnaires dans la bataille si leurs dirigeants confédérés s'y refusent est une plaisanterie.

Que devient l'Unité Syndicale ?

C'est la question que se pose Hagnauer et que se posent avec lui bien des confédérés. Créer des comités d'unité d'action, ce serait retarder l'unité...

Je ne le pense pas. Ces comités ont une besogne temporaire à accomplir. Quand cette besogne sera terminée, qu'adviendra-t-il ?

Ou bien les dirigeants confédérés auront fait tout leur devoir et auront prouvé la capacité de lutte de leur organisation, et alors les unitaires et les autonomes sincères comprendront que leur place est dans ces organisations : l'unité d'action aura préparé l'unité syndicale.

Ou bien les dirigeants confédérés reculeront brusquement devant les nécessités de l'heure et les comités d'unité d'action se dissoudront et la lutte entre les deux grandes tendances du mouvement syndical recommencera plus brutale.

De toutes façons, les comités doivent avoir la vie courte...

Mais la mauvaise foi...

Ne faut-il point craindre que la mauvaise foi habituelle à certains unitaires ne se manifeste contre les dirigeants confédérés même s'ils ont fait leur devoir — et qu'on ne crie, par tactique, à la trahison pour essayer de les discréditer d'abord, de les supplanter ensuite... Il se peut...

Mais s'il y a des gens de mauvaise foi, ils ne seront pas plus dangereux dans des comités d'action commune qu'en dehors — même moins car ils auront tout de même à respecter les décisions prises en commun. Et, quant au reste, les masses, souverains-juges, apprécieront. Dix ans — ou presque — de mauvaise foi et d'injures n'ont pas porté bonheur aux dirigeants unitaires et à leur organisation. Pour nous, nous persistons à croire que devant la classe ouvrière l'honnêteté est le seul moyen de s'imposer.

Un essai des Alpes-Maritimes

Imprégné des idées que je viens de développer, j'ai essayé de contribuer dans mon département à la création de l'unité d'action. Après des années de luttes, d'injures et de grignotages, la situation y paraissait peu favorable et je dois à la vérité de dire que les propositions d'action commune n'ont rencontré qu'un enthousiasme assez médiocre tant chez les confédérés que chez les unitaires. Pourtant, elles se sont imposées, malgré les réserves des uns et des autres, grâce à la compréhension des militants que n'hypnotisent pas les douloureuses épreuves des années passées.

Appartenant aux deux syndicats de l'Enseignement, j'ai présenté, le 1er décembre, au Syndicat national, le projet de création d'un comité intersyndical dont les membres, mandatés par chaque organisation, seraient au nombre de 1 par 50 membres. Il a été adopté après adjonction de cette réserve que les décisions du Comité seraient conformes aux directives de l'organisation la plus représentative.

Le même jour, la même proposition a été acceptée par l'assemblée du syndicat unitaire et par ses dirigeants orthodoxes eux-mêmes, non sans qu'on eût vivement déploré la représentation proportionnelle...

Dès le 15 décembre le comité intersyndical pouvait appeler tous les instituteurs, unitaires, confédérés et inorganisés à assister au meeting organisé par la Fédération générale Confédérée de l'Enseignement — et on a pu voir le secrétaire du syndicat unitaire prendre la parole à ce meeting aux côtés de ses adversaires de longtemps sans qu'un accrochage se produise.

Le Syndicat national des instituteurs a défendu devant le Cartel départemental Confédéré des Services Publics une proposition similaire qui a été adoptée. Le camarade Pruja, secrétaire du Comité d'Action Commune (unitaire et autonome) a été entendu ces jours derniers par les Confédérés. La représentation proportionnelle offerte a finalement été acceptée ; le Comité d'Action a renoncé au meeting qu'il devait tenir aujourd'hui, 18 décembre, pour laisser l'organisation d'un meeting commun au nouveau Comité dénommé « Comité mixte de liaison », dont les délégués tiendront une réunion commune tous les vendredis et qui s'est donné pour tâche de préparer la résistance par tous les moyens, y compris la grève.

Je disais que tout ce rapprochement se faisait sans grand enthousiasme car chacun renonce avec regrets à ses propres conceptions. Mais il faut bien de part et d'autre céder à l'évidence et faire un pas vers le voisin.

On dit des mariages de raison qu'ils sont les plus solides et les plus heureux. Espérons donc que les Alpes-Maritimes reprendront vigoureusement la tradition de l'action commune à laquelle leur vieux Cartel Elargi fut si longtemps fidèle.

B. GIAUFFRET.

UNE GRANDE PAGE D'HISTOIRE

La Révolte Militaire de 1917

La R. P. du 20 novembre dernier a indiqué, à propos de l'anniversaire de l'armistice, l'importance considérable qu'eut sur l'issue de la guerre la grande révolte militaire des mois de mai et juin 1917. Ses conséquences lointaines et sociales sur lesquelles il n'est pas besoin d'insister, furent encore plus importantes.

Mais, comme pour tous les grands événements de la vie des peuples, l'histoire de cette révolte n'existe pas ; l'Histoire officielle l'ignore.

C'est à nous révolutionnaires qu'incombe le soin de recueillir et de faire connaître tout ce qui peut en être connu, afin que soit d'autant plus fécond le sacrifice de ceux qui ont alors donné leur vie.

Tout récemment un livre est paru : **Les Dessous de la Guerre** (1), qui contient, parmi d'autres choses, le résumé des interventions de plusieurs députés au cours des comités secrets de la Chambre où se discuta la question des « mutineries ». Ces interventions, par leur nature même, ne donnent qu'un récit fragmentaire et assez décousu des événements, mais, dans l'obscurité, toute lumière est la bienvenue.

Nous commençons ci-après la reproduction de ces interventions, telles que les relate l'auteur, Paul Allard, et avec ses propres commentaires.

D'autre part nous faisons un appel pressant à ceux de nos lecteurs qui auraient été témoins de la révolute de 1917, ou qui, sans y avoir été mêlés eux-mêmes, auraient recueilli sur elle des témoignages directs, pour qu'ils veuillent bien nous les communiquer. Les colonnes de la « R. P. » seront toujours ouvertes à ceux qui pourront contribuer à écrire l'histoire du plus grand événement de la guerre.

Dans ce qui suit, ce qui est en italiques, ainsi que les titres et les notes de bas de pages, est de nous ; le reste est extrait du livre de M. Paul Allard.

R. L.

175.000 hommes pour sauver "l'amour-propre" du général Nivelle

On a coutume de dire que la cause de la révolte fut l'attaque manquée du 16 avril. Ce n'est pas exact. Toute la fin du mois d'avril se passa sans aucun acte de « mutinerie ». Ceux-ci ne commencèrent qu'en mai: exactement le 4 mai, d'après un rapport du généralissime du 8 mai (2), c'est-à-dire exactement au moment de la seconde offensive: celle des 4 et 5 mai, — et ils continuèrent durant les deux mois suivants. La cause directe en fut donc l'offensive du 4 mai, non celle du 16 avril.

Or nous savons d'après l'aveu de l'assassin en chef, M. Painlevé, ministre de la guerre (3), que cette offensive des 4 et 5 mai n'avait aucun but tactique ni stratégique, mais seulement le but de sauver « l'amour-propre du général Nivelle », commandant en chef des armées françaises. Painlevé avait en effet décidé, dès le 27 avril, de relever Nivelle de son commandement (4), mais pour sauver « l'amour-propre » de celui-ci, Painlevé lui permit une seconde attaque, et ce n'est qu'après celle-ci, le nom de Craonne « sonnant bien dans le communiqué », que Nicolle fut relevé et... les attaques arrêtées (5).

Cela se savait déjà, mais ce qu'on ignorait c'était ce qu'avait exactement coûté l'attaque des 5 et 6 mai: le nombre exact de victimes qui avaient dû être sacrifiées à l'amour-propre du général.

Or voici les chiffres:

On est pendant le Comité secret du 29 juin 17,

A ce moment, M. Ybarnegaray prend la parole. Il explique dans quelles conditions il est intervenu auprès du Gouvernement:

— Je vous ai exposé, hier, Messieurs, comment la deuxième offensive, celle des derniers jours d'avril a été décidée, et comment — je n'avais pas à parler, hier, de mon intervention — sur l'intervention directe de M. le Ministre de la Guerre, cette offensive fut renvoyée aux 5 et 6 mai, parce que, dans les derniers jours d'avril, elle devait se faire avec un jour et demi de préparation d'artillerie, c'est-à-dire nous mener à un échec certain et à une consommation énorme d'hommes.

» En effet, avec une préparation moins forte qu'à l'offensive du 16, nous nous serions trouvés en face de forces très supérieures en matériel et en hommes. C'est dans ces conditions que, prévenu par moi, le Ministre de la Guerre n'a autorisé cette nouvelle action que partiellement et avec les sept jours de préparation d'artillerie que les chefs de corps réclamaient comme indispensables.

» Les résultats de l'opération des 5 et 6 mai ? Dans la 5e armée, *nuls*. Dans la 6e, *prise du plateau de Californie*.

» Et c'est tout! Quant aux pertes... Le premier jour, elles étaient relativement faibles. On peut les chiffrer entre 45.000 et 50.000 hommes (*Mouvements divers*) mais le deuxième, elles se chiffrent par environ 80.000 hommes...

» Et le 10, à la suite des inutiles opérations, *entreprises simplement pour sauver la face du commandement*, 160.000 hommes! » (*Exclamations et bruit. De tous côtés, partent des cris d'indignation*).

— Et il n'est pas fusillé! — Il faut que le peuple sache cela! — Il faudra répéter cela à la face de la France!

— Calmez-vous, Messieurs! — crie vainement le Président Deschanel.

— Dans un document officiel — continue M. Albert Fabre — je lis encore: « *Non compris* 5.813 *Russes et* 8.862 *Sénégalais* ».

— En effet, précise M. Pierre Masse — il y avait des Russes et des noirs qui s'étaient perdus dans la bagarre! (*Mouvements divers*).

(1) Paul Allard: *Les dessous de la guerre, révélés par les Comités secrets*. Editions de France).

(2) *Les dessous de la guerre*, page 174.

(3) *Comment j'ai nommé Foch et Pétain*.

(4) *Les dessous de la guerre* (page 108).

(5) Georges Sorel a fait la remarque que rien n'est plus féroce qu'un intellectuel. Painlevé en est une remarquable illustration. Je ne sais si jamais soudard fit sacrifier 175.000 hommes pour sauver l'amour-propre de ses subordonnés, mais, en tous cas aucun ne s'en est vanté. Il fallait l'inconscience d'un criminel aussi endurci que l'intellectuel politicien Painlevé pour s'en glorifier.

Telle fut l'entrée en matière. Les 175.000 hommes sacrifiés pour l' « amour-propre du général Nivelle », ou, comme dit Ybarnegaray, « pour sauver la face du commandement », telle est la raison des « mutineries » qui, maintenant, vont éclater, durant deux mois, dans presque toute l'armée française.

Les annamites gardiens de "l'ordre"

115 unités y participèrent, dont 75 régiments d'infanterie, 23 bataillons de chasseurs, et 12 régiments d'artillerie (6).

Le premier député qui porta la question à la tribune ne fut autre que Pierre Laval, alors socialiste, en la séance du 1er juin:

— La parole est à M. Pierre Laval!...

Le député d'Aubervilliers (qui, pendant toute la guerre, porta le lourd et injuste handicap d'avoir été le seul membre du Parlement, avec son collègue et ami Lauche, inscrit au fameux Carnet B) monte lentement à la tribune, le visage grave et portant à la main des papiers.

— Messieurs — commence le futur Président du Conseil — regardons en face la situation telle qu'elle est!

» Nous sommes le 1er juin 1917. La fameuse offensive du 16 avril qui devait, en quelques heures, nous conduire à Laon et rompre tout le front occidental, a échoué dans le sang. La Révolution russe menace de ramener, contre les armées franco-anglaises, la quasi-totalité des forces austro-allemandes.

» A l'arrière et à l'avant, l'idée s'ancre: « *On ne les aura pas militairement* ».

La veille, au Comité Secret, Victor Augagneur a eu, le premier, le courage — des adversaires disent: la lâcheté — de proclamer:

« Partout où nous allons dans le pays, nous trouvons des gens qui réclament la paix! Il s'est produit, à l'avant et à l'arrière, un fléchissement certain. C'est la fatigue de la guerre, soyons-en convaincus, qui est la cause des derniers événemnts. Nous ne sommes pas ici pour nous mentir, ni pour faire des couplets brillants sur le courage de la France. Il faut dire exactement ce qui est: il y a, en France, une fatigue de la guerre et un courant en faveur de la paix. » (*Applaudissements*).

Le matin même, M. Marcel Cachin — qui n'est pas encore communiste — s'écriait, parmi les dénégations et les protestations du centre et de la droite et les applaudissements du parti socialiste:

— Ne nous grisons pas de mots! L'état moral de notre pays, vous le savez, est mauvais. Ne nous bandons pas les yeux. Vous connaissez, Messieurs, les événements qui se déroulent, à l'heure présente, à Paris.

Ce qui se passait à l'heure même où Pierre Laval montait à la tribune et que la censure réussit à cacher totalement au pays, fut une des causes occasionnelles déterminantes des mutineries du front.

« *On zigouille nos femmes à Paris!* » s'écriaient les mutins parmi tant d'autres cris: « *La paix! La paix! A bas la guerre! C'est le Gouvernement qui refuse la paix! La Russie va la demander. Pourquoi n'arrêtons-nous pas la lutte? On nous bourre le crâne! Permissions! Permissions! On ne montera pas!...* »

Que se passait-il donc boulevard Bessières?

— A l'heure où je parle — continue M. Pierre Laval — des milliers d'ouvriers, des milliers de femmes assiègent un bastion. Comme il fallait s'y attendre, une rixe a surgi entre les soldats français et les soldats annamites.

— Je demande la parole! s'écrie, aussitôt, M. Diagne, défenseur-né des Français de couleur.

M. PIERRE LAVAL. — Un Annamite a été tué, et ses camarades, pour se défendre, ont tiré sur la foule. Si mes renseignements sont exacts, quatre femmes auraient été tuées.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. — Non! Une jeune fille!

M. PIERRE LAVAL. — Une femme aurait été tuée et trois autres blessées. Gardons notre sang-froid, Messieurs, en présence de ce tragique événement! Mais, que vous le vouliez ou non, une grande espérance est née. Un vent de paix souffle sur le pays. Si des événements de la rue comme ceux que je viens de rappeler s'aggravent, je crains bien que ce sentiment de paix ne gagne...

A droite, les protestations fusent.

Henri Galli crie à M. Pierre Laval:

— Vous croyez que la France a peur? Pas de paix honteuse!

M. PIERRE LAVAL. — Je crains bien que le sentiment de la peur ne s'empare de ceux qui...

Mais il ne peut continuer. Le tumulte est déchaîné. Mayeras s'empoigne avec Millevoye. Le Président, au bout de longs efforts, réussit à calmer la tempête.

C'est alors que M. Pierre Laval choisit, parmi les documents qu'il a déposés sur la tribune, une lettre.

— C'est une lettre, messieurs, qui a été lue au Conseil des Ministres. Jamais je ne me permettrais de lire un tel document ou d'essayer de lire un tel document dans une séance publique! Jamais je ne me permettrais de faire la révélation des faits auxquels se réfère cette correspondance. Mais nous sommes en Comité Secret: il faut que les uns et les autres, en pleine connaissance, nous prenions nos responsabilités.

Et, pour la première fois, sur l'initiative de Pierre Laval, les représentants de la Nation connurent ce qui, quelques jours plus tôt, s'était déroulé sur l'ensemble du front: la révolte.

A cette date-là, les députés n'avaient pas eu connaissance — pas plus que la Nation elle-même — d'un document extra-confidentiel que le Général Pétain avait remis au Gouvernement.

Ce rapport du Généralissime — qui est du 28 mai — retraçait l'historique, à cette date, de la rébellion. Il en situait les premières manifestations au 4 mai.

Le 4 mai! Veille de la nouvelle offensive ordonnée par Nivelle pour masquer l'effroyable échec du 16 avril!

« Des actes d'indiscipline collectifs — écrit le Général Pétain — se multiplient de façon inquiétante depuis quelques jours. Une compagnie qui doit participer aux nouvelles attaques sur le Moulin de Laffaux, refuse de monter en ligne. Dans les cantonnements, partout, sont posés des papillons: « *A bas la guerre! Mort aux responsables!* » Les hommes déclarent hautement qu'ils ne veulent plus se battre tandis que, dans les usines, leurs camarades gagnent 15 et 20 francs par jour.

» 19 *mai:* un bataillon qui devait faire la relève se disperse dans les bois.

» 20 *mai:* un dépôt divisionnaire désigné pour renforcer un régiment parcourt les rues au chant de *L'Internationale*, fouille la maison du commandant de dépôt, envoie trois délégués chargés de porter les réclamations.

» 26 *mai:* Les hommes de quatre bataillons qui doivent remonter dans le secteur se rassemblent dans le cantonnement du Quartier Général de la Division. Les efforts du major et des officiers sont vains pour obtenir la dispersion du rassemblement.

» 27 *mai:* Dans la région de La Fère-en-Tardenois, un bataillon doit être embarqué en auto pour entrer en ligne. Les meneurs, excités par la boisson, parcourent le cantonnement en poussant des cris. Ils tirent des coups de fusil et empêchent l'embarquement. Au lever du jour, les mutins courent à la gare pour prendre des trains d'assaut. Un fort détachement de gendarmerie les en empêche.

» 29 *mai:* Les régiments qui doivent se mettre en marche manifestent, se forment en cortège et chantent *L'Internationale* en criant: « On ne montera pas! On ne montera pas! »

» 29 *mai:* C'est ce jour-là que des régiments, dans le secteur de Soissons, se rassemblent pour gagner Paris.

» Et c'est le 30 mai que le Général Foch, alors chef d'Etat-Major de l'armée, envoie une circulaire très confidentielle à tous les généraux commandants de régions et gouverneurs de places pour leur ordonner de prendre, avec les Préfets,

(6) *Les dessous de la guerre*, page 170.

les mesures prescrites en cas de danger pour « *le maintien de l'ordre public en territoire national* ».

Le document que lut Pierre Laval — la veille même, il avait fait l'objet des délibérations du Conseil des Ministres — est parti du front ce même jour: 29 mai.

« Un corps d'armée a refusé de monter aux tranchées. Ni les harangues, ni les pleurs du Colonel, du Général Lebrun commandant le 3e Corps, n'ont pu décider les poilus à obéir à aucun ordre. Depuis le 15 février, le corps d'armée n'a pas pris les tranchées de première ligne. Pourtant, les permissionnaires attendent, depuis cinq mois, par la faute du commandement. La nourriture est insuffisante. Le commandement a ouvert, tout récemment, à ce sujet, une enquête: pour s'en tirer, l'Intendance a falsifié les chiffres.

» Par une guerre stupide aux képis, aux cravates, aux imperméables, par d'incroyables exercices pendant la période de repos, notre commandant de corps d'armée a fatigué les hommes. Les poilus sont las d'être menés à l'offensive par des incapables sur lesquels ne pèse aucune responsabilité! (*Applaudissements sur les bancs du parti socialiste et sur divers bancs à gauche*).

M. PIERRE LAVAL. — Messieurs, je me permets maintenant d'attirer votre attention sur ce dernier point de la lettre que je vais lire.

« Enfin, et surtout, les poilus veulent que les « *Annamites mitrailleurs* » quittent Paris et cessent de menacer leurs femmes. Tous se sont promis fidélité: ils parlent de marcher sur Paris en armes. (*Mouvements sur divers bancs*). Pas d'émotion, Messieurs: laissez-moi continuer!...

» Les armes sont sous la surveillance des mitrailleurs. Elles ne peuvent leur être ravies. Le chef de bataillon qui commande provisoirement notre régiment nous a dit: « C'est aujourd'hui le plus mauvais jour de ma carrière. Et pourtant, ces hommes ont raison! »

» Que va-t-il advenir? Le commandement est impuissant. Nos officiers se taisent. L'exaspération grandit... »

Après cette lecture, faite d'un ton solennel et comme étranglé d'émotion, Pierre Laval se défendit:

— Il serait indigne de moi de vouloir, par elle, exercer je ne sais quel chantage odieux! Si je l'ai fait, c'est parce que je pense qu'il vaut mieux, ici, en Comité Secret, dire librement et sans fard, toute la vérité. L'état d'esprit que révèle une telle correspondance existe. Il existe dans la population civile et il existe dans l'armée. Et alors, il faut choisir...

» Ou bien le Parlement français et le Gouvernement français diront que, si l'armée se rebelle, si la foule se rebelle, si les familles ouvrières se dressent comme autrefois, comme en 1906, ils placeront, entre la foule et l'autorité, l'armée! Et alors, ils en prendront toute la responsabilité...

» Ou bien, on continuera — et c'est une louange que j'adresse au Gouvernement dans la personne de M. Malvy, Ministre de l'Intérieur — à maintenir le calme, à ne pas exciter les passions, à ne point faire figure de gouvernants incapables et, alors, après tant de milliers de morts, après trois ans de guerre, on comprendra que le pays est las et il faudra trouver le meilleur moyen pour remonter le ressort moral de ce grand pays...

» Lequel?

» Ce moyen de donner l'espérance aux troupes et la confiance à la population ouvrière, que vous le vouliez ou non — lance hardiment Pierre Laval — *c'est Stockholm!...*

» ...*Stockholm, c'est l'étoile polaire!* (*Exclamations au centre et à droite. Applaudissements sur les bancs du parti socialiste*).

Stockholm! L'interpellation de Pierre Laval, appuyant celles de MM. Le Bail, Maignan, Marcel Cachin, Pierre Renaudel, porte, en effet, autant sur les mutineries — conséquence de l'offensive du 16 avril — que sur le refus opposé par M. Ribot, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, d'accorder des passeports aux délégués français à la Conférence internationale de Stockholm.

Et les poilus révoltés le savent.

« *Stockholm, l'étoile polaire!* » éclate dans leurs cris de révolte.

« *Stockholm!...* — note un membre de la Commission de l'Armée chargé de mission d'enquête au front. — *A bas la guerre! On n'en peut plus! A bas l'armée! On en a marre! Et les Anglais qui « étirent leur front? Et le rouleau compresseur, où est-il? Et Cadorna?* »

Les contrôles postaux, aussitôt après l'offensive d'avril, remarquent dans les lettres des soldats, « une déception générale, une lassitude extrême, même — et c'est la première fois qu'on signale le fait — dans les lettres adressées, par les combattants, à l'étranger ».

La Commission du Bureau-Frontière B signale, en particulier, « Une idée s'accentue de plus en plus: que la guerre finisse n'importe comment ». Et le contrôle postal du 288e régiment d'infanterie ajoute:

« *La déception causée, dans les troupes, par l'échec de la Conférence de Stockholm est grande. Depuis que Ribot refuse les passeports pour Stockholm* — disent les poilus dans leurs lettres — *ce n'est plus tenable!* »

Le 2e Bureau, enfin, observe, pour l'ensemble de l'armée: « La déception tourne fréquemment en colère. Beaucoup en arrivent à douter de la décision. « On ne les aura que par des manœuvres diplomatiques: il n'y a plus qu'à faire la Paix! »

M. Diagne monte, à son tour, à la tribune.

La bataille du boulevard Bessières, qui a jeté à terre des cadavres d'Annamites mêlés au corps de plusieurs Françaises, c'est son secteur, à lui. Il tient à « indiquer sa position » quand il s'agit des troupes coloniales.

— Les nôtres sont venus ici pour accomplir un devoir patriotique. Mais, à aucun moment, il ne saurait être question — et si le Gouvernement ne m'en donne pas l'assurance, je suis décidé à le répéter en séance publique! — en aucune circonstance, ni aujourd'hui ni demain, il ne saurait être question de demander aux nôtres d'accomplir une besogne qui n'est pas celle de soldats! » (*Vifs applaudissements sur les bancs du parti socialiste*).

Ainsi directement menacé d'une révélation publique, M. Painlevé s'empresse de donner satisfaction au champion des troupes noires.

— La légende des Annamites mitrailleurs, déclare le Ministre de la Guerre, a fait, sur le front, des ravages. Elle a été une des causes des événements douloureux que je regrette, profondément, pour ma part, de voir porter à la tribune, car, moins on en parle, mieux cela vaut!... (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite. Interruptions sur les bancs du parti socialiste*).

» Qu'adviendrait-il de notre front, qu'adviendrait-il de Paris, de la France, si nous... »

Painlevé, la gorge sèche, ne peut continuer.

... M. Diagne revient à la charge. Il veut du Ministre de la Guerre la promesse formelle que les Annamites ne seront pas employés à des besognes de police et de répression.

M. Painlevé lui en donne l'assurance.

— Ils partiront bientôt de Paris pour remplir, à l'arrière, quelques fonctions plus pacifiques!...

Et, à 11 h. 45, cette première séance du Comité Secret consacrée aux mutineries prend fin sur l'engagement de Diagne de déclarer, en séance publique, « le cas échéant », qu'il n'a plus, devant les déclarations du Ministre de la Guerre, de raisons de s'alarmer...

Le soviet de Missy-au-Bois

Un long silence de quatre semaines...

Ce n'est que le 29 juin que la Chambre reprend, toutes portes closes, la suite de ces débats tragiques.

... Et, d'abord, M. Aristide Jobert qui, dans une antithèse liminaire, oppose l'impunité des « coupables haut placés » et l'impitoyable sévérité pour les véritables victimes: ceux qui se sont mutinés à la suite de ces effroyables aventures... C'est immédiatement après que, sur tout le front, se produisirent, dans l'armée, des révoltes...

Une armée qui fut particulièrement touchée est cette 10e Armée qui fut appelée à remplacer la 5e, massacrée à la seconde offensive du 5 mai.

C'est le 21 mai que, dans la 10e Armée, éclate la révolte.

Le Général Duchesne, commandant la 10e Armée, donne l'ordre de fusiller, sans délai, un certain nombre d'hommes à prendre dans le 66e régiment (18e division, 9e corps) parce qu'un bataillon de ce régiment a fait entendre des murmures...

On n'a pas tenu, en effet, la promesse qui leur avait été faite de relever la division, qui tenait le secteur depuis trois semaines dans les conditions les plus dures.

— A la même minute, au même instant — déclare M. Jobert — sur la partie du front que nous avons vue, quatre corps d'armée se sont mutinés, et ce qui nous a quelque peu effrayé, c'est que cette révolte était, pour ainsi dire, uniforme. Au 97e régiment d'infanterie: 110 hommes mutinés; au 159e: une compagnie; au 57e bataillon de chasseurs: 145 mutinés et 98 déserteurs; au 60e bataillon de chasseurs: 300 mutinés et 75 déserteurs; au 61e bataillon de chasseurs: 250 mutinés et 25 déserteurs.

» Quant aux causes de la révolte, il y a le retard systématique des permissions ; les cantonnements défectueux ; le repos dérisoire donné à certaines unités combattantes ; les brimades.

— Vous avez absolument raison ! — crie M. Lucien Millevoye qui siège sur un banc exactement opposé à celui de M. Jobert. C'est l'esprit de caserne qui se perpétue au front, la caserne avec ses corvées, son esprit de routine !...

M. Paul Poncet, pour le prouver, donne lecture, au milieu des exclamations, d'une décision prise en plein front, et en pleine révolte — le 6 juin — par le Lieutenant-Colonel Moch, du 367e :

Honneurs à rendre :

« Le Général a constaté que les postes de police ne se présentent pas parfaitement pour rendre les honneurs.

» 1° Chacun n'est pas à la place qui lui est assignée : le planton ne sait pas ce qu'il doit faire ni où il doit se placer ;

» 2° Les hommes ne sortent pas assez rapidement du poste de police. Toutes les précautions doivent être prises pour que le mouvement puisse s'éxécuter avec toute la rapidité désirable : si l'entrée du poste est constituée par une porte à deux battants, les deux battants doivent être maintenus ouverts ;

» 3° Le maniement d'armes n'est pas exécuté assez vigoureusement: le clairon, en général, sonne trop tôt.

M. Jean Bon. — C'est digne du Colonel Ramollot !

M. Henri Simon. — C'est à pleurer !

M. Paul Poncet. — Voilà les préoccupations de certains chefs de notre armée!

M. Aristide Jobert reprend son exposé :

— L'Etat-Major prétend que le responsable de la révolte, c'est le pinard. Mauvaise raison!

» Il affirme également que c'est la faute des femmes.

» — Quand les poilus reviennent de permission, ils ont une mauvaise mentalité : c'est la faute de leurs femmes qui les incitent à revenir à l'arrière!

« Ce n'est pas vrai ! — proteste M. Jobert. — On ne peut pas dire que les femmes de France ont incité leurs maris à la révolte!

» Ainsi, une troisième conclusion de l'Etat-Major consiste à dire que le levain de la révolte a été apporté par les soldats récupérés qui reviennent de l'intérieur et espéraient bien échapper à tout jamais au front.

» Tout cela est secondaire! Les vraies causes, nos collègues Abel Ferry et Ybarnegaray les ont dénoncées! Nous sommes allés sur le front du Soissonnais, où se trouve l'armée Mangin. Là, il n'est pas un officier, pas un sous-officier qui ne sache que les chefs sont responsables des échecs subis!

» Pour quelle raison ont-ils tous réclamé l'exécution du Général Mangin ? Parce qu'il avait surchauffé l'esprit des troupes, les assurant de la victoire, qu'il avait la réputation d'un homme courageux, téméraire ! Ils avaient confiance en sa parole, et alors ils se sont lancés à l'assaut ! Quand ils ont vu de quelle façon ils avaient été jetés à la mort, ils se sont révoltés ! Et on comprend leurs cris de colère. Nous avons recueilli les confidences d'un commandant qui nous a dit qu'il avait pleuré en poussant ses troupes à l'assaut parce qu'il savait qu'il les conduisait à la mort.

» Et puis : — je ne le répète aujourd'hui que parce qu'on l'a déjà dit hier... — il y a autre chose ; notre artillerie a tiré sur nos propres troupes. Le 106e régiment d'artillerie lourde, à l'attaque du Soissonnais, a tiré sur les troupes françaises, et, depuis, il a reçu la fourragère (*Vives exclamations.*)

» Quant à la révolte elle-même, voici ses caractères.

» A Soissons, les mutins ont tiré avec les mitrailleuses. Mais, ailleurs, ils ont tiré à blanc ou en l'air. Un médecin-major a reçu deux coups de couteau! Un des faits les plus saillants a été la révolte de Missy-au-Bois. Là, 700 hommes du 298e régiment d'infanterie se sont révoltés. Ils ont organisé des cantonnements. Tout autour, ils ont placé des sentinelles *pour empêcher toute atteinte à la propriété.* Ils sont restés là cinq jours sans manger. Pas un instant, il ne leur est venu à l'idée d'enfreindre la consigne imposée par leurs chefs... « Ils avaient des chefs comme en Russie ! » nous a déclaré un commandant. Ils ne se sont rendus que vaincus par la faim. Voici ce qui s'est passé à Missy et le fait est caractéristique. Ces mutins eurent quand même une belle attitude puisqu'en respectant la propriété, ils ont montré qu'ils avaient conservé le sentiment du devoir !... »

Comment furent réprimées les mutineries ?

M. Jobert se contente de l'indiquer à la fin de son exposé:

— On ne pouvait pas traduire en conseil de guerre des régiments entiers ! On a dit qu'on avait choisi les mutins par le tirage au sort ? C'eût déjà été effroyable. Mais ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées.

» Lorsque les 700 mutins de 298e régiment d'infanterie sont venus à Soissons, on a fait une enquête. Les officiers (qui, auparavant, n'en menaient pas large) se sont « retrouvés »... Les commandants de compagnie, lorsque la cavalerie a ramené ces hommes ont dit sans enquête : « Un tel !... Un tel!... sortez des rangs. » C'est ainsi qu'ils ont choisi les coupables! (*Exclamations sur les bancs socialistes.*)

Renaudel. — Ces faits sont consignés dans le rapport du Général Pédoya!

La marche sur Paris

Pour dépister les coupables, le contrôle postal ne fut pas le seul moyen employé par le haut commandemnt.

L'affaire de Cœuvres mit en lumière des procédés que M. Henry Bérenger, au Comité Secret du Sénat, qualifie de « profondément regrettables ».

— Je trouve profondément regrettable — déclare-t-il — que, parmi les soldats, on dissimule, sous des uniformes qui ne sont pas très bien définis, des personnages qui jouent le rôle d'agents de la Sûreté.

Agents de la Sûreté? Quelle Sûreté? On sait que M. Léon Daudet vit en eux des agents de la Sûreté générale chargés par M. Malvy, Ministre de l'Intérieur, de répandre des idées de révolte.

La preuve est faite, aujourd'hui — et M. Henry Bérenger est un de ceux qui contribuèrent à faire éclater la vérité — que ces personnages mystérieux étaient des *agents militaires* ne dépendant en rien du Ministère de l'Intérieur mais du *Grand Quartier Général* où ils étaient placés sous les ordres du Colonel Zopff, chef de la Sûreté aux Armées.

Le Colonel Zopff a reconnu, lui-même, que l'affaire de Cœuvres fut menée par le chef de la Sûreté de la 6e Armée, le Capitaine Delalande, qui déguisa en soldat colombophile un de ses agents dont la mission était de « délier la langue » des soldats et de leur « tirer les vers du nez » en leur payant à boire...

Le 2 juin, le Colonel Dussange, commandant le 310e régiment d'infanterie, envoie à ses chefs ce rapport alarmant:

» Le régiment reçut l'ordre de quitter le cantonnement de

Cœuvres pour Bucy-le-Long. Les officiers ne tardèrent pas à sentir, chez les hommes, un lourd malaise. Les jours précédents, des unités voisines leur avaient offert des spectacles scandaleux: le cantonnement avait été traversé le 30 mai, par un régiment d'infanterie qui, dans des camions automobiles, brandissait des fanions rouges et hurlait *L'Internationale:* les officiers chantaient *L'Internationale* en même temps que leurs soldats et jetaient des appels à la révolte et à la grève.

» Le matin du 2 juin, un bataillon reçut l'ordre d'aller à l'exercice. Mais, vers 15 heures, une compagnie refuse de faire ses sacs pour le départ. Aucun acte de violence, mais une volonté extrêmement réfléchie. Aussitôt, une autre compagnie se mutine. Le régiment refuse de m'écouter. Les soldats, sans m'insulter, sans me bousculer, s'écartent à droite et à gauche et continuent leur marche. Un certain nombre d'entre eux me saluent. Puis ils se répandent dans Cœuvres, prennent la route de Villers-Cotterets en déclarant qu'ils marchent sur Paris. D'autres régiments les attendaient dans la forêt de Compiègne ».

C'est ce jour-là que la révolte des poilus fut la plus menaçante. Au Comité Secret, M. Painlevé, Ministre de la Guerre, lorsqu'il dut parler de la terrible répression déclara: « Jour par jour, heure par heure, nuit par nuit, penchés sur l'armée ne vivant que pour elle, ne respirant que pour elle, le général en chef et moi, nous les avons vécues, ces mutineries militaires! Nous comptions — avec quelle inquiétude! — le nombre des divisions fraîches entre Soissons et Paris sur lesquelles nous pouvions compter. Pendant plusieurs jours — et je vous demande que ceci soit tu — il n'y avait plus, comme division fraîche, entre Soissons et Paris, au moment où une attaque allemande était redoutable, *qu'une* division!... »

Comment furent arrêtés les mutins qui marchaient sur Paris? Par des régiments de cavalerie restés fidèles au devoir.

(à suivre)

Comment se liquide le chômage

En *France*, un des pays les moins atteints par la crise, une enquête a démontré que celle-ci avait comme conséquence

40.000 décès supplémentaires

dus à la **sous-alimentation.**

(Déclaration de *M. Bodart*, député démocrate-chrétien belge).

* * *

D'après les rapports des médecins municipaux, la mortalité infantile dans les grandes villes d'*Angleterre* a augmenté, entre 1930 et 1931, dans les proportions suivantes:

A *Manchester* la mortalité par mille enfants est passée

de **78** en 1930 à **85** en 1931

à *Liverpool*

de **81** à **94**

à *Londres*

de **59** à **65**

et, dans les quartiers ouvriers de *Glasgow*

de **96** à **127** dans le quartier de Dalmarnock
de **131** à **140** dans celui de Calton
de **105** à **126** dans celui d'Anderston

(Labour Research).

* * *

Un chômeur de 62 ans, Jean-Baptiste Robert, s'étant présenté à Antibes pour se faire embaucher dans les chantiers de chômeurs fut refusé

parce qu'ayant plus de 60 ans.

Le lendemain il se noyait.

GRÈVE ET PARTIS

Un récit allemand de la grève des transports de Berlin

La direction de la société berlinoise des transports (B.V.G. : Berliner Verkehrsgeselschaft) avait décidé, conformément au décret de Von Papen sur les salaires, de réduire de 20 % les salaires de ses ouvriers. Lorsqu'elle s'aperçut, au cours des pourparlers avec les syndicats libres (1), que l'exaspération des ouvriers ne permettrait pas facilement de faire accepter une réduction aussi forte, elle s'engagea dans la voie d'une réduction par étapes ; et réclama une diminution de 2 pfennig par heure. La bureaucratie syndicale soumit cette exigence au vote des membres des syndicats ; elle montrait ainsi, sans doute possible, qu'elle était pour l'acceptation, bien qu'une telle diminution devait rapidement être suivie d'une deuxième. Les résultats du vote du 2 novembre furent les suivants : sur 21.000 ouvriers, 18.000 votèrent ; plus de 14.000 votèrent pour le refus de la réduction des salaires, moins de 4.000 pour l'acceptation. La majorité statutaire des trois quarts n'étant pas atteinte, la bureaucratie syndicale se déclara catégoriquement contre toute tentative de grève.

Les syndicats rouges (R.G.O.) avaient désigné dans les gares, des délégués qui se réunirent le 2 novembre au soir, nommèrent un comité central de grève, et, après un vote, le mot d'ordre de grève fut lancé.

Le matin du 3 Novembre tous les transports de Berlin étaient arrêtés ; la grosse majorité du personnel, y compris des centaines de syndiqués sociaux démocrates, suivirent le mot d'ordre avec enthousiasme.

Lorsque le Berlin ouvrier se réveilla le 3 au matin, et se trouva devant la grève grandiose des transports, une vague d'enthousiasme parcourut la ville, un sentiment de triomphe, comme on n'en avait plus éprouvé depuis longtemps, se manifesta. La classe ouvrière avait conscience que la lutte des ouvriers des transports n'était pas un simple conflit pour les salaires, mais le signal d'une action puissante contre la dictature militaire qui, depuis le recul sans combat du 20 juillet, croyait, dans son orgueilleux aveuglement, avoir fait plier les genoux à la classe ouvrière allemande.

La grève crime de haute trahison

Le 3 Novembre au soir, l'arbitrage, qui décidait la diminution provisoire de 2 pfennig, fut déclaré obligatoire. Les syndicats se tournèrent alors de toutes leurs forces contre la grève ; la direction de la B.V.G. adressa un ultimatum au personnel en lutte ; elle exigeait la reprise du travail pour le 4 à 2 heures ; tous ceux qui continueraient la grè-

(1) Rappelons que les syndicats « libres » sont les syndicats à tendance social-démocrate.

ve après ce délai seraient renvoyés. Cette menace, loin de briser la volonté des grévistes, augmenta leur colère et le 4 novembre au soir, lorsque le gouvernement déclara la grève illégale, et la qualifia « de crime de haute trahison », lorsque la police intervint et que quelques voitures de tramways, encadrées de policiers revolver au poing, sortirent en ville, les ouvriers berlinois envahirent les rues et les briseurs de grève, d'ailleurs peu nombreux, furent vite convaincus, comme leurs auxiliaires, qu'il ne fallait pas plaisanter avec les grévistes et les ouvriers exaspérés.

La lutte pour la direction de la grève

Le fait que les R.G.O. soient arrivés, malgré la position de la bureaucratie syndicale contre la grève, à entrainer les ouvriers dans la lutte, ne prouve pas l'influence des R.G.O. mais le degré d'irritation des ouvriers. Il était clair que l'extraordinaire faiblesse idéologique et d'organisation des R.G.O. devait conduire à une crise de la grève.

Le point critique de la grève fut atteint le dimanche lorsque les Nazis, qui n'étaient pas sans connaître la faiblesse d'organisation des R.G.O. et du comité central de grève, essayèrent d'accaparer la direction du mouvement. Cette lutte commença vendredi et atteignit son maximum le dimanche 5 novembre. Les fascistes employèrent une tactique habile. Comme ils sont beaucoup plus faibles dans les entreprises que les R.G.O., ils portèrent leur action principale dans la rue en faisant donner leurs troupes d'assaut contre les briseurs de grève. Après avoir mené ce combat de rues vendredi, et en certains endroits ils avaient été maîtres de la rue grâce à leur cohésion, ils convoquèrent le samedi des réunions de personnel dans les gares.

Alors se montra l'effroyable faiblesse des R. G. O. dans les entreprises et du parti dans la rue. En présence du danger toujours croissant de voir les nazis renforcer leur influence auprès des grévistes par leur démagogie, (le désarroi et le désespoir dans les rangs des grévistes sociaux démocrates étaient d'autant plus vifs que le parti et les syndicats sociaux démocrates sabotaient la grève) l'aile révolutionnaire du front de grève avait trois tâches primordiales à remplir.

1° Le comité central de grève, la direction élue, devait développer la plus grande activité ; il devait être partout et raffermir les défaillants ;

2° Les groupes des syndicats rouges (R.G.O.) devaient, d'après des instructions claires, travailler dans les gares à attirer les camarades sociaux-démocrates et, en collaboration avec eux, gagner idéologiquement les grévistes nazis ; il fallait montrer à ces derniers les contradictions de l'attitude démagogique de leur parti.

3° Etant donné que la grève ne reposait sur aucun autre groupe décidé de travailleurs, que la direction de la Société des transports berlinois essayait par tous les moyens de convaincre de l'inutilité de la lutte le Parti social démocrate, la bureaucratie syndicale et les grévistes dans la rue, le Parti communiste avait le devoir de mobiliser la rue, d'organiser le mouvement spontané qui s'était produit vendredi : submerger la rue, donner aux grévistes le sentiment réconfortant que le prolétariat les soutenait activement dans la rue.

Aucun de ces trois devoirs élémentaires ne fut rempli. Le comité central de grève fut invisible ; il se contenta de répéter ce mot d'ordre monotone : tenir. Il devait certes être illégal vis-à-vis de la police ; mais n'en devait pas moins être au milieu de la lutte, au lieu de rester dans les ténèbres.

Les groupes des R.G.O. dans les gares furent en majorité inactifs ; lorsqu'ils déployèrent de l'activité, ce fut par la collaboration de camarades peu éprouvés, que la grève faisait surgir tout à coup, souvent des inconnus, des inorganisés. Si les R.G.O. montrèrent leur faiblesse, la grève montra en revanche son inestimable valeur éducative.

Le moment psychologique

Le dimanche, la grève subit manifestement une crise. La bureaucratie accentua son œuvre de briseuse de grève, qui atteignit son apogée le lundi. L'insuffisance du comité central ébranla la confiance des grévistes. Les bruits répandus par les nazis : la direction capitule ; ceux répandus par les réformistes : la grève est pour ainsi dire perdue, ne rencontrèrent pas de résistance sérieuse. Il manquait la pression de la rue. Des douzaines et même des centaines de « lettres bleues », lettres de congédiement arrivèrent à chaque gare.

Le lâchage commença par les femmes. Au début, elles étaient au premier rang de la lutte. Leurs enfants au bras, elles se tenaient près des portes de service des gares et apostrophaient les jaunes : « Espèce de chien, tu veux que nos enfants crèvent de faim ! » Les tièdes étaient poussés à la grève par leurs femmes et abandonnèrent le travail. Mais dimanche leur attitude se modifia. Les femmes, plus influençables, furent plus sensibles que les hommes aux diverses rumeurs, se laissèrent davantage ébranler par les voitures de démonstration, et intimider par les congédiements. Lundi, la crise était manifeste.

Si les membres directeurs des syndicats rouges et du Parti ne s'enivraient pas de succès électoraux, s'ils avaient des oreilles pour entendre et des yeux pour voir, ils auraient compris lundi que c'était le moment de mettre toutes les forces en œuvre pour éviter la panique. Les comités de grève locaux sentirent dès dimanche soir que la grève flanchait.

Il ne restait plus qu'une voie à suivre ! Lundi matin, descendre en masse dans la rue pour ranimer la volonté des grévistes. Convoquer une conférence de délégués de toutes les gares, et concentrer la lutte sur le retrait des congédiements, c'est-à-dire terminer la grève sans résultats, mais obtenir une rentrée honorable.

C'est ce que nous, la gauche, avons proposé lorsque la défaite fut inévitable. Le comité de grève de l'importante gare Müllerstrasse II, adopta cette proposition, c'est-à-dire de faire élire un comité de pourparlers qui porterait cette revendication à la direction de l'entreprise. Le parti refusa une telle rentrée. A 10 h. 1/2, l'assemblée du personnel votait encore avec enthousiasme la continuation de la grève que réclamait notre camarade Otto, puisque le parti ne voulait rien savoir pour la rentrée. Mais au même

moment, la gare Tegel avait déjà repris le travail après qu'un réformiste eut affirmé que la gare de Müllerstrasse travaillait déjà. Hallensee suivit et ce fut bientôt la désorganisation dans les autres gares.

Le personnel de la gare Müllerstrasse II avait voté à 10 h. 1/2 pour la continuation de la grève par 400 voix contre 2. Mais lorsqu'après la réunion, il revint à la gare, 80 jaunes conduits par les réformistes travaillaient déjà. Ce fut alors la déroute.

Les leçons de la défaite

Nous avons seulement indiqué les fautes principales commises par les R.G.O. et le Parti, pendant la grève elle-même. Mais ces fautes ne sont pas dûes au hasard.

La grève montra dès le premier instant la faiblesse des R. G. O. qui veulent être une organisation indépendante et n'ont aucune base sérieuse dans les syndicats libres. Dans la lutte contre l'action de briseurs de grève des réformistes et contre la démagogie fasciste, il n'était pas suffisant d'avoir la sympathie générale des grévistes ; il fallait une base active et solide que seule une opposition fortement organisée dans les syndicats libres pouvait avoir. Si nous avions pu nous appuyer pendant la grève sur cette opposition syndicale, nous aurions étouffé dans l'œuf la manœuvre des nazis. La ligne syndicale du Parti a dans cette grève des transports, fait une faillite totale. Les R. G. O., comme organisation indépendante, isolés des syndicat libres, peuvent dans des conditions favorables, déclancher la lutte, ils ne peuvent la diriger.

Mais le cours politique du Parti a lui aussi fait faillite pendant cette grève. Les hésitations dans l'appréciation du rôle des fascistes et dans les méthodes à employer contre eux, son attitude à l'égard des sociaux-démocrates, considérés comme « l'ennemi principal », sa campagne électorale national-bolchevique contre Versailles ont affaibli l'hostilité contre les nazis dans le prolétariat et parmi le personnel en lutte. Les orateurs nazis, les chefs nazis étrangers à l'entreprise furent très écoutés au cours des nombreuses réunions de grève. L'action démagogique des troupes d'assaut nazis dans la rue troubla de nombreux ouvriers qui pensaient : « Les troupes nazis ne sont pas mauvaises ; elles nous aident contre la police ». La lutte idéologique contre les nazis non seulement ne fut pas renforcée, mais fut presque suspendue pendant la grève.

Avant tout, le régime intérieur du parti a produit son effet. Une fraction considérable du haut appareil du Parti donna l'exemple de la lâcheté ; on eut du mal à faire prendre la parole à de nombreux fonctionnaires du Parti dans les réunions où parlaient déjà les nazis.

Les membres du Parti, habitués à l'obéissance, ne réagirent pas contre les hésitations les plus caractérisées, ils attendirent les ordres d'en haut ; ils manquaient d'initiative, d'activité, de hardiesse.

Ce qui importe, c'est de reprendre la lutte pour la réintégration des ouvriers congédiés. Voilà actuellement la tâche la plus importante. J. L.

(d'après *Mahnruf*, journal de l'opposition communiste de gauche).

Parmi nos Lettres

A propos de Freud Jacques Mesnil nous écrit à propos du compte-rendu que la « R. P. » a donné du livre de Zweig sur Freud :

Des choses données comme des nouveautés, des trouvailles de Freud dans le compte rendu de Leunois et aussi sans doute dans le livre de Zweig, étaient déjà connues quand moi j'étudiais la médecine (il y a près de 40 ans), donc antérieurement aux travaux de Freud. Des littérateurs comme Zweig qui parlent de ces choses ignorent plus que probablement les travaux de von Kraft Ebbling (professeur à Vienne) et d'autres qui avaient réuni déjà un matériel considérable d'observations et d'expériences dont Freud a profité; mais trop souvent il a généralisé arbitrairement *les résultats de l'expérience, et il me rappelle les généralisations non moins arbitraires de Lombroso sur le génie et sur la criminalité. Il faut se méfier des médecins dont les ouvrages ont trop de succès dans le grand public. Il y a presque toujours dans ce cas une part de* charlatanisme *qui est bien le contraire de l'esprit scientifique (c'était le cas de Charcot ici).*

L'introduction du freudisme dans une revue prolétarienne est bien dangereuse et la comparaison entre Freud et Marx bien hasardée: Marx n'était pas du tout charlatan et son analyse a une bien autre portée que celle de Freud.

Nous ne mettons pas en doute les expériences antérieures à Freud dont parle Mesnil, mais n'est-ce pas le propre des savants de se servir, souvent sur une très large échelle, des travaux de leurs prédécesseurs ? N'est-ce pas notamment le cas de Marx, qui a pris les principes de son économie politique aux économistes classiques anglais (Smith et Ricardo), celui de la lutte de classe aux historiens français (Guizot et Aug. Thierry) et sa philosophie à Hegel.

A propos de l'esperanto Le compte-rendu d'un article des « Primaires » par Giauffret dans notre dernier numéro nous a valu de Lanti la lettre suivante :

Je ne sais s'il y des espérantistes qui croient ou affirment que leur langue restera sempiternellement conforme au « Fundamento » créé par Zamenhof. Si le camarade B. Giauffret en connaît, qu'il veuille donc bien les citer par leur nom et leur appliquer son diagnostic.

En tout cas il faut que les lecteurs de la R. P. sachent à quoi s'en tenir sur cette question. Pour ce faire, je me contenterai de mettre sous leurs yeux ces quelques lignes de l'auteur même de l'espéranto:

A part cela il ne faut pas oublier que la perfectibilité de la langue artificielle est illimitée, puisqu'elle peut s'approprier tout ce qu'il y a de bon dans n'importe quelle langue, de même qu'elle peut se débarrasser de tout défaut qu'elle pourrait contenir, tandis que dans une langue naturelle il ne saurait en être question, puisqu'alors cette langue naturelle se transformerait en langue artificielle.

Croire que l'espéranto ne serait pas soumis aux mêmes lois de l'évolution que toute chose ici-bas serait certainement un signe d' « infirmité de l'esprit », pour parler comme B. G.; mais il est non moins certain que ceux qui parlent de ce qu'ils ignorent donnent une preuve irréfutable de leur... légèreté d'esprit.

« Le prolétariat créera sa langue à mesure qu'il grandira ». Qu'est-ce que cela veut bien vouloir dire au juste? Je n'en sais ma foi rien, et je soupçonne que B. G. ne le sait pas davantage. Une telle vaticination a tout juste la même valeur

que celles de la sibylle de Panzoust. Les espérantistes prolétariens ne vaticinent pas; ils s'en tiennent aux prosaïques réalités de chaque jour. Et les faits prouvent à l'évidence que des ouvriers — même nègres et chinois — n'ayant qu'une instruction rudimentaire, peuvent s'assimiler l'espéranto, le parler et l'écrire presque sans faute — ce qu'ils sont incapables de faire dans leur langue maternelle. Je pourrais même citer plusieurs cas d'ouvriers ayant fait de réels progrès dans la connaissance de leur langue maternelle par l'étude de l'espéranto.

J'ai lu, comme le camarade Giauffret, la savante autant que scolastiquissime dissertation du professeur Sapir dans les Primaires. *Cet universitaire semble avoir découvert l'Amérique. Il veut bien en effet reconnaître l'existence de l'espéranto. On ne peut pas éternellement nier les faits. Il n'en reste pas moins que de savants linguistes ont pendant fort longtemps nié la possibilité d'une langue artificielle. Actuellement ils nient seulement qu'elle puisse être une langue littéraire. Il faudra sans doute encore une vingtaine d'années avant que ces sorbonicoles veuillent bien encore à ce sujet consentir à enregistrer les faits; — ils se font de semaine en semaine plus nombreux...*

L'on peut même espérer qu'un beau jour les simples cotisants des organisations ouvrières trouveront que leurs dirigeants font un bien mauvais usage de leurs gros sous en publiant les mêmes textes, les mêmes discours en quatre, cinq ou dix langues, en payant fort cher des traducteurs et interprètes, etc., etc.

Karl Marx a invité les travailleurs de tous les pays à s'unir; Zamenhof leur a apporté le moyen nécessaire *— mais non pas suffisant, sans doute — pour que cette union devienne effective. S'il plaît au camarade Giauffret de rêver d'un futur sabir prolétarien, à grand renfort d'arguments — Sapir, libre à lui. Cela le dispense d'apprendre « l'évangile linguistique de Zamenhof », et de se préserver ainsi contre toute matagrabolisation du cerveau — infirmité dont ces pauvres espérantistes sont certainement atteints...*

J'ignore les « vaticinations de la sybille de Ponzoust », la « matagrabolisation du cerveau » et la « scolastiquissime », mais je sais, depuis quelque douze ans, que l'espéranto n'est pas immuable, qu'il s'est déjà réformé, que la procédure de toutes futures réformes a été prévue et c'est pourquoi je me suis permis d'écrire résumant M. Sapir : « les fondements de cette langue (internationale) ont été jetés avec l'Espéranto... l'apparition de la langue internationale parfaite se fera graduellement ».

J'ai aggravé mon cas en ajoutant que la création de cet outil parfait sera l'œuvre du prolétariat maître de ses destinées — je l'ai peut-être aggravé encore davantage en faisant entendre que « les autres langues auxiliaires » pourront servir à élaborer le sabir de l'humanité future... Si je ne l'avais point fait, je me serais sans doute fait enguirlander en ido ou en une autre langue et je ne m'en porterais ni mieux ni plus mal...

Le camarade Lanti veut-il croire que nous ne voulons pas le moindre mal à l'esperanto ? Je parie que la R. P. passera lorsqu'il le voudra une étude sur l'esperanto traitant tout particulièrement ce point précis : où en est la diffusion de l'esperanto et quels services pratiques peut-il rendre à ce jour ? Que le camarade Lanti qui est tout particulièrement qualifié pour cela nous fasse cette étude en mettant à jour la documentation de la brochure qu'il a consacrée à ce sujet...

Ce sera toute ma vengeance. B. G.

FAITES-NOUS DES ABONNÉS !

Evolution et Révolution

UNE LETTRE DE FONTAINE

Le camarade Fontaine, du Rhône, m'adresse l'intéressante lettre suivante:

Dans le numéro du 25 octobre de la Révolution Prolétarienne *vous avez écrit ces lignes:*

... Les critiques du vieux transformisme évolutionniste ont bien mis en évidence qu'une classe d'êtres ne peut se transformer en une autre classe d'êtres progressivement parce que les êtres intermédiaires ne pourraient vivre. Un reptile ne peut devenir progressivement un oiseau parce que toute modification d'un organe sans modification correspondante de tous les autres donnerait un être qui ne pourrait vivre, ni comme reptile, ni comme oiseau.

Il en est de même pour la société qui, elle aussi, est un organisme, c'est-à-dire un système complexe, dont le fonctionnement de chaque partie dépend du fonctionnement de tous les autres. Une société peut évoluer dans son cadre général, mais s'il s'agit de passer d'un cadre à un autre, d'un type social à un autre type social, la transformation ne peut se réaliser que d'un seul coup, elle ne peut s'opérer que révolutionnairement.

Mon premier sentiment a été que vous avez énoncé non pas même une hérésie, mais une absurdité. Puis, j'ai, comme on dit, relu mes classiques avant de vous faire tenir les observations qui suivent. Ma première impression ne s'est pas modifiée.

Les critiques du transformisme, tel que l'a laissé la Philosophie zoologique, *de Lamarck, n'ont rien démoli du tout. Rien n'empêche qu'un reptile puisse devenir progressivement un oiseau, et il est certain qu'un très grand nombre d'espèces ne sont que les produits évolués plus ou moins lentement d'autres espèces.*

Il est inadmissible, à moins de croire au miracle ou à la genèse, qu'un mécanisme aussi compliqué et aussi parfait que celui d'un oiseau ait surgi comme çà un beau matin. Jamais le hasard, même le hasard darwinien n'aurait abouti à la création subite d'un oiseau, pas plus qu'à celle d'un avion.

Les critiques du transformisme ont simplement constaté des sauts dans la morphologie ou l'ornementation des espèces. Ce n'est pas grand chose: une question de carrosserie qui laisse intact le véritable organe: le moteur. Il n'y a pas de sauts, il ne peut pas y avoir de sauts dans la formation des mécanismes vivants.

Il en est de même pour les sociétés. On n'a jamais vu apparaître brusquement un type tout fait de société.

La société capitaliste moderne avec tous ses organes de vie, banques, compagnies, trusts, cartels, parlements, presse, etc., etc... n'est pas apparue brusquement en 1789; elle était en gestation dans la société féodale et l'ancienne monarchie, depuis la révolution communale bourgeoise. 1789 a été le point de départ de sa souveraineté; en prenant pleine possession d'elle-même elle a tué l'ancien régime — et encore, pas complètement — il y a aussi là comme en biologie la question des persistances. Les révolutions ont deux effets: elles donnent la victoire à un nouveau régime social, ou consacrent la chute d'un régime en décadence ou impuissant à durer.

La révolution de 1789 illustre le premier cas: elle a été la consécration du pouvoir d'une bourgeoisie qui détenait déjà

en fait tous les rouages sociaux de la monarchie; elle a été une légalisation d'un état de choses existant.

Les choses se compliquent singulièrement lorsqu'une révolution amène la chute d'une société impuissante à vivre ou à durer et qu'aucun organisme sérieux n'est là pour la remplacer immédiatement. C'est le cas en biologie, pour une espèce lors d'un brusque changement de milieu. Qu'on jette un mammifère à l'eau, il nagera avec ses membres; qu'il réussisse lui et ses descendants à vivre quand même dans ce nouveau milieu, il est bien certain comme l'a montré lumineusement le transformisme que ses membres se modifieront, se « palmeront », ou deviendront des nageoires.

C'est le cas de la révolution russe. Rien n'était prêt pour remplacer immédiatement les organismes tzaristes. Les Russes ont nagé et nagent encore avec des membres qui ne sont pas encore des nageoires. Les belles idées, les beaux plans qui étaient dans le cerveau des intellectuels bolchevistes n'ont pu suppléer au manque d'organismes nouveaux prêts à fonctionner. Et c'est là toute la raison des misères et des difficultés des Soviets. Et c'est là aussi qu'est le grand danger: la Russie peut fort bien évoluer, malgré ses dirigeants vers un type social qui ne sera ni le capitalisme d'Etat, ni le socialisme. Le hasard darwinien jouerait en plein comme il a joué dans la formation des espèces. Et en Russie le hasard serait les circonstances qui dépassent la volonté des hommes et forcent le destin.

La conclusion de tout ceci, c'est que loin d'être en désaccord avec le transformisme — j'entends le transformisme de Lamarck, celui qui se résume dans cette formule très simple: la fonction crée l'organe — toutes les révolutions et tous les mouvements sociaux en sont une illustration et une confirmation éclatantes. Le transformisme, le vieux transformisme, constitue même un étai solide à notre thèse syndicaliste révolutionnaire.

Depuis une cinquantaine d'années, c'est-à-dire au moment où commence le déclin de la société capitaliste, une forme de vie nouvelle se crée lentement par la création d'organismes tout à fait nouveaux qui sont les syndicats ouvriers. Aucun groupement ayant les caractères des syndicats n'a existé auparavant ; leur fonctionnement s'exerce sur un plan social qui bouleverse toutes les données, toutes les théories économiques les mieux ordonnées, les plus respectées ; rien que par son existence il menace la société capitaliste et bourgeoise ; même si ses membres ont des sentiments conformes au régime actuel, ils agissent révolutionnairement quand ils agissent en syndiqués ; tout syndicat, même celui qui se dit ou se croit réformiste est révolutionnaire par essence ; car la plus petite action syndicale met en cause, en principe du moins, tout le régime capitaliste. Il évolue avec ses caractères propres ; il a déjà sa morale, son éthique, ses traditions ; il est spécifiquement si différent de tout ce qui a existé, que la société capitaliste avec toute sa thérapeutique moderne ne sait comment le combattre ; l'Etat le reconnaît ou le supporte, la société cherche à lui trouver une place, le patronat le combat mais discute avec lui.

Biologiquement parlant, il y a bien là, création lente d'un mécanisme nouveau, création lente d'un nouveau type de société. Qu'un jour ou l'autre le capitalisme s'écroule, ou qu'il soit jeté à bas par le syndicalisme, il n'y aura pas de saut, ou d'apparition miraculeuse d'organes sociaux nouveaux; les syndicats prendront possession de l'économie sociale ; ils donneront ou seront en mesurs de donner toute leur mesure. Elle sera ce qu'elle sera ou ce qu'elle pourra être.

Raison de plus, et là, je suis entièrement d'accord avec vous, camarade Louzon, pour rester indéfectiblement attaché à l'idéal que nous défendons à la Révolution Prolétarienne *: conserver au syndicat son caractère de syndicat.*

*
* *

Je suis particulièrement heureux de cette lettre qui me fournit l'occasion d'essayer de préciser certains points de cette question de l'évolution qui est à la base de ce qui sépare la conception réformiste de la conception révoluttionnaire.

Les faits biologiques

Lorsque le géologue considère la longue série des êtres que lui révèle la succession des terrains, il constate un fait : que cette suite d'êtres présente d'énormes lacunes. De nouveaux êtres, très différents de ceux qui les précèdent, apparaissent tout d'un coup sans qu'on trouve trace d'espèces intermédiaires. Ce fait est si frappant que les premiers géologues avaient supposé que ces nouveaux êtres étaient le produit d'une création nouvelle ; qu'entre eux et leurs prédécesseurs il s'était passé une période d'où la vie avait complètement disparu de la terre. Le progrès des connaissances montra que cette conclusion était erronée, que, depuis la première fois où elle est apparue sur terre, la vie n'en a jamais disparu, mais le fait de la discontinuité dans les caractères des êtres qui ont successivement peuplé la terre, n'en est pas moins demeuré. Ce que résumait le père de toute la géologie moderne, Edouard Suess, en disant :

Si la continuité de la vie ressort de plus en plus nettement de l'ensemble des études paléontologiques, il n'en reste pas moins que nous ne voyons pas, au sein d'une même famille ou d'un même genre, les espèces se modifier d'une manière CONTINUE *(c'est moi qui souligne) et à des époques différentes: au contraire, ce sont des associations entières, toutes les populations animales et végétales, les grandes unités dans l'économie de la nature, si je puis m'exprimer ainsi, qui font leur apparition ou disparaissent simultanément.*

Ainsi un premier fait: la succession des formes animales et végétales, telle que l'histoire nous la révèle, n'est pas continue; il y a discontinuité; il y a passage brusque et passage d'ensemble d'une certaine faune à une autre faune, d'une certaine flore à une autre flore.

A cette constatation est venue plus récemment s'en ajouter une autre, du même genre, bien que résultant d'observations d'un caratère tout différent.

A la suite d'élevages en grand effectués au laboratoire, on a constaté que dans une espèce animale dont tous les caractères étaient parfaitement fixés, dont tous les individus, pendant de nombreuses générations, avaient, par exemple, les yeux d'une même couleur, mettons blancs, il naissait un beau jour, certains animaux présentant des yeux d'une couleur toute différente, rouge par exemple, et tous les descendants de ces animaux continuaient à avoir les yeux de la même couleur qu'eux. On était donc en présence d'une véritable espèce nouvelle, différente de l'espèce précédente par la couleur des yeux, et qui était issue de la première, brusquement, sans transition: les yeux n'étaient pas passés progressivement, à travers une série d'individus, du blanc au rouge: tous les ancêtres avaient les yeux parfaitement blancs, tous les descendants les yeux parfaitement rouges; pas d'intermédiaires.

Là aussi on se trouve donc en présence d'une véritable discontinuité. Ce qui amenait le biologiste suisse, Guyénot, dans un passage que nous avons reproduit (*R. P.* du 5 avril 31) en rendant compte d'un de ces livres, à conclure:

le contraste est saisissant entre les idées anciennes et les conséquences actuelles des faits expérimentaux... D'un côté, l'hypothèse d'une lente genèse des variations héréditaires; de l'autre, l'observation de variations héréditaires, naissant brusquement. D'une part, une évolution supposée lente, graduelle, continue; d'autre part, cette conclusion que, dans la mesure où elles sont intervenues, les variations héréditaires que nous connaissons n'ont pu imprimer à l'évolution qu'un caractère DE BRUSQUERIE ET DE DISCONTINUITÉ (c'est moi qui souligne).

Telles sont donc les deux catégories de faits, très dissemblables dans leur origine, mais conduisant aux mêmes conclusions, qui permettent d'affirmer que, dans l'état actuel de nos connaissances, la transformation brusque, la transformation par révolution, et non par évolution (au sens donné généralement à ce mot, celui de transformation lente et progressive) est vraiment la loi de la vie.

Notre camarade Fontaine ne semble d'ailleurs point nier ces faits mais, dit-il, ils n'affectent que la « morphologie », l' « ornementation » des espèces, ils n'interviennent point dans la formation du « mécanisme vivant ».

Je ne veux point chicaner sur la question de savoir si nous pouvons vraiment saisir autre chose chez un être que sa forme et son ornementation, ni sur ce que peut signifier exactement le « mécanisme vivant », car je me hâte d'arriver au point sur lequel j'espère me trouver d'accord avec Fontaine et qui est celui-ci. Ces variations brusques que nous constatons dans les caractères des êtres vivants, dans leur « carrosserie » selon l'expression de Fontaine, ont, bien certainement, une cause. Cette cause, dans l'état actuel de la science, on ne la connaît pas, mais il est bien certain qu'elle existe, et, pour ma part, je suis tout disposé à admettre que le plus vraisemblable est que cette cause réside dans un phénomène qui ne s'est développé que petit à petit, que progressivement, — un phénomène qui, lorsque son développement eut atteint un certain niveau, a provoqué la modification constatée. Mais il n'empêche que cette modification, elle, s'est opérée brusquement. Il y a peut-être eu continuité dans la cause, il y a peut-être eu une lente évolution du phénomène qui a engendré le changement constaté, mais, ce changement, lui, s'est opéré révolutionnairement, d'un seul coup. Les parents avaient les yeux blancs, l'enfant a les yeux rouges; le changement de la couleur des yeux, le changement de la « carrosserie » s'est opéré brusquement, quelque lentement qu'ait pu évoluer le phénomène, inconnu d'ailleurs, qui a amené ce changement.

Leur équivalent social

Et maintenant, passons à la société.

La société, les formes extérieures de la société, la « morphologie » sociale, est constituée par l'appareil politique et juridique qui règle les rapports entre les individus. Une transformation sociale consiste en une transformation de cet appareil: transformation plus proprement politique si elle n'a trait qu'aux formes de l'Etat, transformation plus particulièrement « sociale » si elle modifie également les rapports juridiques qui lient les unes aux autres les différentes classes (rapports de maître à esclave, de patron à salarié, etc...). Eh bien ! tout comme les transformations des formes d'une espèce animale ou végétale, les transformations de la société, c'est-à-dire les transformations de ses formes politico-juridiques, se produisent brusquement, par sauts brusques, par révolutions.

Est-ce à dire que ces révolutions ne sont point le produit d'une évolution ? Nullement ! Mais il s'agit d'une évolution qui s'est produite, non point dans les formes sociales, mais *en dehors d'elles.*

Tout comme le changement dans la couleur des yeux d'une espèce, le changement des formes sociales a une cause. Et cette cause, cette fois, nous la connaissons, car le mécanisme interne de la société nous est beaucoup plus facilement accessible que celui de la vie; cette cause, non seulement nous la connaissons, mais nous savons qu'elle est en effet le produit d'une évolution; elle réside dans le développement d'une classe jusqu'alors subordonnée, et qui est parvenue à un degré de force et de conscience qui n'est plus compatible avec le maintien des formes sociales existantes. Mais cette évolution, le développement de cette classe, s'est opéré sans réagir sur les formes sociales établies; elle ne s'est point traduite par des modifications progressives de celles-ci; ce n'est que lorsque cette évolution est parvenue à un certain point, qu'alors, d'un seul coup, brusquement, elle déclanche la transformation de l'ordre social qui s'opère ainsi, totalement, d'un seul coup. Hier, nous avions une société d'un certain type; aujourd'hui, nous avons une société d'un type tout différent, sans qu'il ait existé entre les deux de types intermédiaires.

C'est donc dire que, comme de juste, je suis on ne peut plus entièrement d'accord avec Fontaine sur le rôle et l'importance du syndicat, « création lente d'un mécanisme nouveau, création lente » (ou tout au moins progressive) « d'un nouveau type de société », mais que, contrairement à l'opinion réformiste — qui n'est d'ailleurs pas, je pense, celle de Fontaine — il est vain de supposer que le syndicat, au fur et à mesure qu'il se développera, modifiera la forme de l'Etat ou les rapports sociaux existant; il ne se créera point d'Etat intermédiaire entre l'Etat bourgeois et l'Etat ouvrier, pas de société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Oui, le syndicat est la création d'un mécanisme nouveau, d'un type social nouveau, mais lorsque cette création aura été suffisamment poussée, ce sera d'un seul coup que le nouvel ordre social surgira, balayant l'ancien, et s'y substituant complètement, pour tout ce qu'il aura d'essentiel.

Pourquoi tout ceci

Je m'excuse d'avoir autant insisté sur un sujet qui paraîtra peut-être à beaucoup de nos camarades, bien loin des « revendications immédiates ». Si je l'ai fait, c'est que je pense que, malgré les apparences, il est étroitement lié à nos luttes les plus actuelles.

L'américain William James a fait jadis la remarque très juste que chacun de nous, quelle que soit sa condition, herr doktor ou illettré, millionnaire ou vagabond, possède une philosophie, c'est-à-dire une certaine conception de la vie et du monde, et que cette philosophie, cette conception générale qu'il se fait du monde, est presque toujours, sans qu'il s'en aperçoive, l'élément déterminant de sa conduite.

La croyance que j'indiquais tout à l'heure, celle en des syndicats s'intégrant progressivement dans l'Etat bourgeois, et transformant celui-ci peu à peu, au fur et à mesure de leur propre croissance, n'est autre que la croyance qui règne depuis la guerre dans la plupart des états-majors syndicaux: dans l'état-major de la C.G.T. française notamment, ainsi que dans ceux des pays à mouvement ouvrier social-démocrate.

Un camarade a fait SIX ABONNEMENTS en moins d'un mois.

N'avons-nous pas cent amis qui peuvent en faire autant ?

Eh bien ! je suis convaincu que l'une des raisons qui ont le plus contribué à la formation de cette opinion est que les chefs des syndicats se trouvant de par leurs fonctions, en contacts de plus en plus fréquents avec les bourgeois, — qui jouissent naturellement du prestige que possède toute classe dominante — se sont progressivement pénétrés, plus ou moins à leur insu, de philosophie bourgeoise. Or la grande philosophie bourgeoise est celle de l' « évolution »; l' « évolution », c'est le grand lieu commun de toute pensée bourgeoise; chaque bourgeois qui se respecte sait, ou croit savoir, que « la nature ne fait pas de sauts », que tout ne se transforme que par une longue suite de modifications insensibles, aussi lentement qu'il s'imagine que, d'après Lamarck et Darwin, se sont transformées les espèces animales, et que par conséquent ses privilèges ne sont point près de finir.

Qu'une telle philosophie ait pénétré les « hautes couches » de la bureaucratie syndicale, est, malheureusement, un fait certain. La plupart de ceux qui croient à la pénétration progressive du syndicalisme dans l'Etat, le croient, avant tout, parce qu'ils s'imaginent que ce mode de transformation sociale est beaucoup plus « scientifique », plus en accord avec les lois générales de la nature, que la « grossière » conception révolutionnaire des gens « non cultivés ».

Il n'est donc peut-être point inutile, chaque fois que l'occasion s'en présente, de montrer comment, loin d'être basée sur la science, cette conception est tout au contraire en contradiction absolue avec les données de celle-ci. Un Etat mi-démocratique mi-syndical, une société mi-bourgeoise mi-prolétarienne, non seulement se révèle comme une absurdité lorsqu'on en fait une analyse tant soit peu sérieuse, mais elle serait aussi contraire à tout ce que l'évolution des organismes de tout genre nous permet de constater.

Ce que nous enseigne la science c'est le saut brusque, c'est la révolution; la révolution *préparée*, préparée par une évolution interne, mais une révolution. R. LOUZON.

L'école sur mesure et la rationalisation

L'expression « école sur mesure » a été employée pour la première fois au début de ce siècle par le psychologue suisse, Claparède, qui l'explique ainsi :

Une école qui serait aussi bien adaptée à la mentalité d'un chacun, une école qui soit aussi bien accommodée aux formes de l'esprit, qu'un vêtement ou une chaussure le sont à celles du corps ou du pied.

Ce serait donc une organisation scolaire qui permettrait de séparer de la moyenne des écoliers les élèves anormaux ou peu doués et les élèves surnormaux, c'est-à-dire d'élite. Elle permettrait ainsi de tenir compte de différences « qualitatives » que Claparède signale ainsi :

Les enfants, comme les adultes, se distinguent en effet, suivant l'orientation de leur intérêt, suivant leurs divers types d'intelligence, qu'on ne saurait traiter d'une façon uniforme: il y a les observateurs et les réfléchis, les intellectuels et les manuels, les critiques et les inventeurs, les artistes et les positifs. Il y a aussi des diversités dans la manière de travailler, les rapides et les lents, ceux qui travaillent ardemment et se fatiguent vite, ceux qui travaillent longtemps mais à une allure modérée, ceux qui demandent beaucoup à la mémoire, ceux qui ne peuvent pas compter sur elle, etc.

L'idéal exposé il y a trente ans par Claparède — ce n'était alors qu'un idéal — s'opposait à l'école traditionnelle et à l'enseignement collectif qu'on y donnait et qu'on y donne encore.

A vrai dire, si les méthodes collectives dominent toujours dans les écoles officielles, il n'en est pas moins vrai qu'elles y perdent peu à peu du terrain. Elles en perdent dans les écoles nouvelles : l'emploi du plan Dalton et des méthodes auto-éducatives — Montessori, etc., — dont nous avons parlé précédemment, n'a pas seulement — ni même, parfois, surtout — pour but la conquête de la liberté par l'enfant, mais aussi la meilleure adaptation de l'enseignement. Elles en perdent aussi dans les écoles d'Etat, tout au moins dans les « maternelles » dont les maîtresses ne sont pas gênées par les programmes et par les examens.

Examens et tests

L'école sur mesure ne sera vraiment réalisable que si l'on peut diagnostiquer les « connaissances acquises » — un enfant de cinq ans sait déjà beaucoup de choses, mais tous les enfants de cet âge ne savent pas la même chose — et aussi les « capacités » et les « aptitudes ».

Nos examens ne conviennent pas pour cela : ils ne sont pas faits pour des enfants qui n'ont pas encore été à l'école, or c'est dès avant l'école qu'il s'agit de dépister les anormaux et les surnormaux ; ils ont pour but de juger les connaissances acquises alors qu'il faudrait surtout savoir si les enfants seront capables de profiter de tel ou tel enseignement, de suivre avec profit telles ou telles études.

Enfin, même pour le diagnostic des connaissances acquises, nos examens méritent actuellement de sérieux reproches. D'abord les épreuves d'examen, choisies d'une façon trop subjective, présentent des difficultés fort variables. Chacun sait que les dictées ou les calculs du plus facile des examens : le certificat d'études primaire, sont loin de présenter la même somme de difficultés, si bien qu'un candidat reçu dans un canton aurait fort bien pu ne pas être admis dans le canton voisin.

Enfin leur correction se prête trop à des appréciations différentes : tel devoir d'examen pourra avoir une bonne note s'il est corrigé par certain examinateur, et une mauvaise note si sa correction est faite par un autre.

En résumé, les notes et les examens scolaires ne permettent pas de déterminer avec quelque précision les résultats obtenus par les élèves dans leurs études ; l'appréciation des aptitudes est purement subjective.

Par suite de tous les défauts que nous venons d'énumérer on tend de plus en plus à remplacer les examens par des **tests.** Les tests sont des examens aussi mais des examens bien différents de ceux que nous connaissons.

Ils en diffèrent d'abord par leur grande variété : il y a des tests destinés à juger les aptitudes et il y en a qui servent à juger les connaissances acquises.

Ces derniers même ne ressemblent pas à nos examens. Ils ont été essayés, étalonnés, et ils ne sont employés comme épreuves que lorsqu'on a pu juger objectivement de leurs difficultés réelles. La réponse fournie ne peut d'ordinaire être que bonne ou mauvaise ; dans le cas contraire le test est accompagné d'un manuel et de normes, de telle façon que dans tous les cas les résultats sont notés objectivement. De plus les tests de connaissances sont analytiques afin de permettre une appréciation plus précise des lacunes de l'enfant examiné : dans un test d'arithmétique on n'obtiendra pas un résultat global mais on pourra distinguer le bagage des connaissances, la technique des opérations et la compréhension des problèmes.

Si les tests n'ont pas encore détrôné, en France tout au moins, les examens de connaissances, s'il faut aller à l'étranger pour voir une application assez étendue des tests d'exercices et des tests correctifs, ils ont pu prendre sans trop de peine quelques places inoccupées. C'est à eux que l'on s'adresse d'ordinaire pour dépister les arriérés ; à l'étranger, ils sont assez souvent employés pour sélectionner les mieux doués ; partout, les quelques offices d'orientation professionnelle existant les utilisent.

Le progrès de la méthode des tests et l'extension de son emploi sont dus, en tout premier lieu, à la Grande Guerre.

En entrant dans la mêlée, l'Amérique voulait vaincre... Dans ce but, la première chose à faire, était d'employer chacun selon ses aptitudes, de mettre *the right man in the right place...* Aux Etats-Unis, où l'on avait, dans les milieux compétents, soigneusement étudié les laborieux tâtonnements qui marquaient l'organisation de l'armée britannique, on voulut éviter d'aussi déplorables erreurs. Dans ce but, on créa le *Service psychologique.*

...Le premier travail du service psychologique militaire fut la mise au point des méthodes de classification du personnel dans l'armée et la marine, d'après les aptitudes sco-

laires et professionnelles, et aussi, la recherche des moyens pratiques de sélectionner les sous-officiers. Plus tard, des questions spéciales comme celles du recrutement des aviateurs, des éclaireurs, des pointeurs de canons, etc..., furent également étudiées avec succès... En mars 1917 les Etats-Unis ne possédaient qu'une armée régulière de 190.000 hommes et en novembre 1918 le contingent américain s'élevait à 3 millions 665.000 hommes bien organisés. (*Dr Decroly*).

Au lendemain de la guerre, les milieux enseignants demandèrent aux psychologues d'appliquer la méthode des tests à l'étude des écoliers et des questions scolaires. Ce furent de nouveaux progrès qui n'allèrent pas quelquefois sans erreurs : la valeur de certains tests ayant parfois été exagérée.

Le taylorisme dans l'instruction

Pour bien comprendre le mouvement pédagogique américain, il ne faut pas oublier que l'Ecole, à de rares exceptions près, ne peut être que l'image de la Société qui la crée et au milieu de laquelle elle évolue.

Il serait injuste de méconnaître que l'Ecole peut agir en faveur d'une transformation sociale ; il faut être aveugle pour ne pas voir qu'elle est d'ordinaire plutôt un instrument de conservation sociale et que si elle évolue et se transforme, c'est beaucoup plus en raison d'influences extérieures que par ses propres efforts.

En fait, on ne demanda aux savants psychologues, dont les travaux avaient permis une bonne organisation de l'armée, que de trouver des moyens. Les buts que l'on poursuivit aux Etats-Unis n'étaient pas particuliers à l'Ecole. Tout comme dans l'Industrie on voulait rationaliser, tayloriser.

On créa des bureaux d'études dans les Universités des villes comme, à la suite des travaux de Taylor, on avait créé de semblables bureaux dans les usines.

Le travail de l'enfant fut, et reste, divisé à l'image du travail de l'ouvrier : d'une part un travail à la tâche, mécanisé, taylorisé ; d'autre part, un labeur plus libre, plus éducatif.

Ce dédoublement des activités de l'écolier des Etats-Unis est peut-être ce qui caractérise le mieux la pédagogie américaine. C'est aussi ce qui nous en choque le plus.

Par le dédoublement dont nous venons de parler on veut, aux Etats-Unis, tayloriser l'instruction pour valoriser l'éducation.

Les moyens de tayloriser l'instruction, c'est-à-dire d'obtenir le maximum de rendement, sont divers. En premier lieu vient l'organisation scolaire, très diversifiée, avec ses écoles pour arriérés mentaux, aveugles, demi-aveugles, sourds, demi-sourds, débiles, surdoués, etc., ses classes de « récupération » pour enfants retardés accidentellement (maladie, éloignement de l'école, etc.). Ce système, qui permet d'obtenir des classes aussi « homogènes » que possible, n'est possible que par le développement des tests mentaux.

Vient ensuite la « division du travail » : à côté de ceux qui enseignent, et dont on risque peut-être de faire des manœuvres, il existe des pédagogues chargés de rechercher les meilleures méthodes et les meilleurs procédés ; d'autres qui doivent contrôler le rendement scolaire, etc., etc...

Enfin une large part est faite à cette « individualisation » de l'enseignement dont nous avons parlé en notre précédent article.

Une école américaine

L'organisation scolaire aux Etats-Unis varie d'Etat à Etat et même parfois de ville à ville. L'une des organisations les plus connues en Europe est celle de Winnetka. Winnetka, petite ville de 12.000 habitants dans la banlieue de Chicago, a pour directeur de l'Enseignement (superintendant) Carleton Washburne.

Tous les enfants normaux de Winnetka doivent acquérir individuellement un programme minimum. Ce programme, affirme Washburne, a été soigneusement déterminé en tenant compte des besoins de la vie sociale. Les enfants, dit-il, doivent être familiarisés avec les personnes, les endroits, les événements auxquels on fait si souvent allusion dans la littérature ou dans la conversation qu'on serait incapable de lire ou de causer intelligemment si l'on ne savait rien d'eux.

Un tel critérium pour le choix des connaissances à acquérir est sans doute un peu court et mieux fait pour adapter l'enfant à la société que pour le préparer à adapter cette société aux besoins de demain.

Les enfants, dit encore Washburne, doivent connaître les faits susceptibles d'éclairer les problèmes auxquels ils auront probablement à faire face en tant que citoyens d'une démocratie.

Le programme minimum ainsi déterminé avec précision, on a préparé un matériel auto-éducatif, « qui permet à l'enfant de s'instruire lui-même et de corriger lui-même ses exercices de contrôle ». Par exemple, en calcul, il a fallu déterminer :

1° Les difficultés que doivent maîtriser les élèves;
2° L'ordre de difficulté relative des mécanismes à acquérir;
3° L'âge le plus favorable auquel il convient de s'attaquer à chacune des difficultés;
4° Ce qui doit être acquis auparavant.

Ceci fait, peut-être pas sans quelques imperfections dues à la méthode de recherches employée, on a préparé le matériel. Ce n'est pas un maître qui apprendra à l'enfant à compter — et à lire — c'est un matériel : livres, jeux, etc. Ce que nous savons de ce matériel nous permet de croire qu'il a été préparé avec le plus grand soin. Avec trop de soin peut-être : l'apprentissage de la division, par exemple, devient une série de « trucs » à attraper.

Nous sommes quelques pédagogues en France — et ailleurs — qui pensons que l'enseignement ainsi conçu perd une grande partie de sa valeur éducative ; qu'il convient peut-être pour apprendre à calculer vite et bien mais qu'il est de faible utilité pour la formation de l'esprit.

L'enfant, pour continuer notre exemple, a vu dans son matériel comment il devait faire certain type de divisions ; il s'y est exercé, son matériel, habilement conçu, lui a permis de contrôler et de corriger ses erreurs, il a corrigé lui-même ses tests préparatoires, il croit avoir surmonté la difficulté à l'étude, il demande à l'institutrice le test réel. « Celle-ci lui donne un livre de test dans lequel ne figure aucune réponse mais dans lequel l'enfant trouvera un test correspondant exactement au test d'entraînement

qu'il vient de réussir... ; s'il réussit le test réel, il pourra passer à l'étape suivante en arithmétique ». « Chacun doit se rendre maître d'un échelon avant de passer à l'échelon suivant ». Des tests diagnostics sont employés « pour trouver en quoi l'enfant a besoin d'être aidé ».

Cette taylorisation de l'enseignement permet de ne consacrer que le tiers du temps d'école à l'acquisition du programme minimum. Le reste du temps est presque entièrement employé à des activités libres, individuelles et collectives.

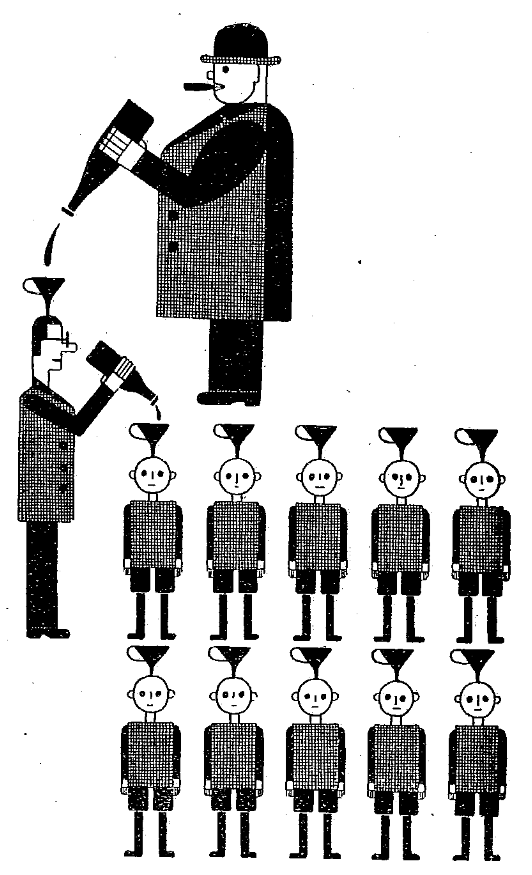
On ne saurait juger objectivement le plan de Winnetka sans tenir compte de la large place faite à ces activités : le jeu, le chant, les heures d'assemblée.

Ces heures d'assemblée sont consacrées tantôt à des causeries avec projections ; tantôt à des comédies ; tantôt à des discussions d'affaires concernant l'école.

Ainsi, d'une part des activités scolaires organisées de façon à éviter des pertes de temps ; d'autre part des activités, surtout sociales, qui ne sont pas liées aux précédentes.

Ce défaut d'unité est assez vivement reproché à Washburne, et de nombreux pédagogues préfèrent, pour cette raison, la méthode des projets de son compatriote Dewey ou la méthode Decroly.

E. DELAUNAY.



L'instruction bourgeoise vue par l'artiste tchèque Tschinkel

A travers les Livres

Henriette Roland-Holst : VLAG EN LADING (PAVILLON ET CARGAISON) (Nederlandsch Bureau voor Jongeren Vredes Actie).

Dans cette brochure l'auteur met bien en relief le contraste qui existe entre le pavillon qu'arbore le bateau d'Amsterdam et sa cargaison, c'est-à-dire entre l'union de toutes les forces délibérément pacifiques contre la guerre et l'appui inconditionné donné à la politique de Staline que, sous prétexte de défendre la Révolution russe, tout le prolétariat devrait s'engager à soutenir, même dans une guerre où Staline aurait pour alliés Kémal-Pacha et Mussolini. Henriette Roland-Holst, qui a assisté au congrès, reproduit notamment les critiques faites ici par Delsol et ajoute ce qui suit concernant la façon dont furent escamotées les paroles du délégué gandhiste Patel :

La façon dont fut traité Patel était si scandaleuse et en même temps si absurde qu'on ne sait si l'on doit davantage s'en étonner ou s'en indigner. Le bureau ne trouva apparemment ni son premier, ni son second discours dignes d'être traduit. Et cependant il eût été très important que ce second discours surtout fût entendu par les délégués. Non seulement parce qu'il contenait un sérieux avertissement au congrès, afin qu'il se rendit mieux compte du danger de guerre qui résulte pour l'humanité du maintien de la domination anglaise sur l'Inde et en général de toute domination et oppression coloniales, mais aussi parce qu'il insista énergiquement pour que le bureau permanent prêtât à l'action que mènent aujourd'hui aux Indes contre la violence 300 millions de paysans et d'ouvriers, l'attention qu'elle mérite. Cette proposition ne fit l'objet d'aucun vote.

Cela semble presque incroyable, et c'est pourtant vrai : ce congrès socialiste-communiste contre la guerre impérialiste parut redouter — tout autant que le gouvernement anglais des Indes lui-même — que la signification de l'action non-violente de la masse aux Indes fût mise en pleine lumière : il eut recours à des moyens déloyaux pour l'empêcher.

L'auteur, qui s'est rallié à la conception de la non-violence telle qu'elle est pratiquée par les gandhistes, ce qui n'implique pas le renoncement à des actions révolutionnaires sur le terrain économique (grève générale, boycottage, etc.), juge ambiguë la position de Romain Rolland qui, tout en admirant profondément Gandhi et ses méthodes d'action, couvre de son autorité morale le mouvement issu d'Amsterdam ; car celui-ci rejette le ghandisme au point de passer complètement son action sous silence comme vient encore de le faire Barbusse dans *Monde* (numéro du 26 novembre).

Du reste, même si on croit à la nécessité de la violence révolutionnaire, on aurait raison de se méfier du programme d'Amsterdam qui, avec la distinction qu'il implique entre guerre impérialiste et guerre non impérialiste exposerait le prolétariat mondial à se sacrifier pour une guerre de soi-disant défense de la République des Soviets, où le gouvernement de Staline pourrait se trouver côte à côte avec Mussolini et même avec l'impérialisme japonais (qui tend à s'entendre en ce moment avec la Russie des Soviets).

J. M.

Victor-Serge : VILLE CONQUISE (Rieder).

Victor-Serge n'a point ratissé et fleuri les allées de la Révolution.

Dès la première page « *une grise lumière d'ombre ou de crépuscule filtrant à travers le plafond de nuées d'un blanc sale* » tombe sur la ville. Grisaille. Nuit. Froid. Bouillonnement obscur de l'histoire. Apparition d'hommes irréels et pourtant précis. Irréels parce qu'ils n'ont point de vie à eux mais précis en ce qui touche au grand drame de la ville — puis encore irréels parce qu'ils disparaissent brusquement des

premiers plans du livre pour sombrer dans on ne sait quel vivant brouillard.

Pourtant lentement la ligne du drame de la ville se précise entre la volonté révolutionnaire et la volonté contre-révolutionnaire... Lutte à l'usine. Lutte en l'homme. Lutte sourde entre les coteries rivales. Lutte armée autour de la ville. Désastre, désastre puis d'un seul coup: victoire...

Non, Victor-Serge n'a point ratissé et fleuri les allées de la Révolution. Vous l'aimeriez claire, nette, orientée; vous la voudriez grave, belle, hardie, irrésistible... Vous penchant vers ses victimes vous voudriez les trouver médiocres, méprisables, haïssables. Rien de cela. Partout, il y a place pour les délateurs, la méfiance, les rivalités mesquines. Nulle part des surhommes. Même pas les deux grands chefs:

L'un, bonhomme, au grand front dénudé, aux pommettes légèrement accentuées, le nez fort, un brin de barbe roussâtre, un grand air de santé, de simplicité, d'intelligence finaude. Un rire fréquent bridait ses yeux, alors rapetissés, pleins d'étincelles vertes. Il avait à ces moments le front énorme et bosselé, la bouche grande, une expression joviale qui révélait à l'observateur, mêlés aux traits de l'européen, des traits d'asiatique.

L'autre, juif, avec, par moments, une puissante laideur d'aigle dans le grand pli de la bouche aux lèvres fortes, une intelligence aiguë dans le regard, un port de tête de conducteur d'hommes, une certitude intérieure que les myopes pouvaient prendre pour du vieil orgueil; et dans le rire un masque méphistophélique assez trompeur, car cet homme gardait une capacité de joie d'adolescent pour qui la vie est toute à conquérir.

Chez les hommes de la Révolution ni grands mots, ni pose, ni orgueil: mais le sentiment sûr d'être une pierre utile pour la construction du grand mur qui se fera quoiqu'il arrive.

Ecoutez Ossipov:

— On peut tromper un homme, cent hommes, mille hommes, des millions d'hommes pendant un temps avec beaucoup de papier imprimé, en s'aveuglant soi-même; on ne peut pas tromper les classes en lutte; on ne crochète pas les événements comme des serrures. Tu vois que chacun de nous sert, qu'il est grand. Je ne vois pas ta figure dans l'ombre mais je sais que tu ne souris pas. Oui, tu es grand, toi aussi, malgré tes hémorroïdes, tes doutes, tes révoltes inutiles. Tu tiens dans ton coin, tu tiendras tant que tu pourras... Mais, mon ami, si nous n'étions pas ici, ce matin, le Comité en aurait envoyé d'autres qui eussent aussi bien fait l'affaire.

En vérité, en écrivant *Ville conquise*, Victor-Serge a atteint son but: *il faut que nous cherchions à dégager de la légende et de l'oubli le vrai visage de la révolution.*

Laissons les images d'Epinal aux enfants et les conceptions romantiques aux rêveurs. Que notre foi révolutionnaire se bâtisse sur les réalités humaines les mieux vérifiées pour être inébranlable.

B. GIAUFFRET.

P. Alfaric, P.-L. Couchoud et A. Bayet : LE PROBLÈME DE JÉSUS ET LES ORIGINES DU CHRISTIANISME (Les Œuvres Représentatives).

Ce petit livre expose clairement en 3 conférences l'essentiel de la question des Origines du Christianisme.

P. Alfaric se demande si *Jésus a existé?* A cette question, l'histoire n'apporte pas de réponse affirmative et pour conclure il développe l'hypothèse que Jésus n'a point créé le christianisme et qu'au contraire le christianisme a créé Jésus-homme, en partant du Messie attendu par les Juifs...

P. L. Couchoud développe tout particulièrement *le Problème de la formation des Cinq Evangiles* qui, tous cinq — le cinquième, celui de Marcion, est oublié par les orthodoxes — ont été écrits entre 130 et 150 de l'ère chrétienne et qui donc n'apportent aucun témoignage humain de la vie de Jésus. La partie la plus curieuse de la conférence de P. L. Couchoud est celle où il établit que chacun de ces évangiles a été établi pour une « propagande » particulière.

A un évangile antibiblique, dit-il, *s'est opposé un évangile fondé sur la Bible, à un évangile judaïsant un évangile antijuif pour qu'on aboutisse à un évangile qui est à la fois antijuif et judaïsant. Des nouvelles valeurs anciennes l'oscillation a été continuelle. De là vient la diversité des morales de l'évangile qu'Albert Bayet a su mettre en lumière.* (dans les *Morales de l'Evangile*).

La conférence qu'A. Bayet publie dans ce volume a pour titre *les Religions de Salut et le Christianisme dans l'Empire romain.*

Selon Bayet, le christianisme a été précédé de religions analogues en substance qui lui ont préparé les voies: religion d'Attis, religion de Mithra; toutes deux marquent la croyance à un Sauveur qui est un Dieu souffrant et ressuscité. Mais comment expliquer que la religion du Sauveur Jésus ait éliminé celle du Sauveur Attis ou du Sauveur Mithra? A. Bayet cherche à ce fait une explication politique. L'Empire romain a entrepris une grande restauration religieuse; les empereurs voudraient une foi unique pour unir leur vaste empire. Ils essaient d'étendre le culte d'Attis — puis celui de Mithra; vaines tentatives, ces cultes manquent d'exclusivisme et d'intolérance.

Constantin se tourne alors vers le christianisme — qui se manifestait si intolérant vis-à-vis des autres cultes qu'on avait dû l'en châtier en le persécutant. Une difficulté pourtant. Dans l'église chrétienne des hommes prêchent une morale révolutionnaire et tout particulièrement le refus du service militaire: *L'Eglise honore comme martyr le conscrit Maximilien qui, appelé devant le proconsul Dion a déclaré fièrement : « Je ne puis servir, je ne puis faire le mal » et a payé de sa dette ce refus d'être soldat.*

Mais en 314, le concile d'Arles vote le texte — j'allais écrire la motion — suivante:

Touchant ceux qui jettent leurs armes en temps de paix, il a été décidé qu'ils étaient exclus de la communion.

La farce est jouée. La religion de Jésus peut devenir la religion de l'Empire romain. Selon les orthodoxes le christianisme triomphe; selon les révolutionnaires tout est perdu; la force de libération est devenue force d'oppression...

— Mais que nous font, à nous, ces vieilles histoires!

— Ne savez-vous pas que notre vie d'aujourd'hui est encore tissée d'histoires semblables; que, comme hier les meneurs d'Eglise, les meneurs de Syndicalisme, de socialisme, de communisme appellent victoires syndicalistes, victoires socialistes, victoires communistes toutes nos défaites révolutionnaires? Et pour eux ce sont bien des victoires puisqu'elles leur assurent un fauteuil à Genève, un siège au Parlement ou quelque ambassade en pays bourgeois.

B. GIAUFFRET.

NOUS AVONS REÇU :

MAURICE COURTOIS-SUFFIT: *Fumeurs* (Rieder).

Berlot a des millions, une femme et un ami. Il fume passionnément. Sa femme le confie à l'ami pour le guérir du tabac. Mais c'est l'ami qui devient grand amateur de cigares et cigarettes — tout en poussant Berlot à devenir député du Loiret, ce qui réussit grâce à des distributions de tabac copieuses. Chemin faisant, Berlot s'occupe de la postière intérimaire et Madame Berthe Berlot occupe un inconnu à la voix mélodieuse. Cela est léger, drôle parfois et ne se ressent pas de la crise.

MAURICE VENOISE: *L'Enfant blessé* (Rieder).

Blessé par la guerre, par mort du père, par mort de la mère. Un pauvre adolescent douloureux. Un roman grêle avec des grâces de fleurs fanées... Mais 1932 ne sait plus s'attarder à ces choses intimes.

FAITS & DOCUMENTS

En Extrême-Orient

Nous résumons ci-dessous quelques textes sur les différentes formes que revêt actuellement la lutte sociale au Japon et en Chine : lutte des ouvriers japonais contre leurs patrons, résistance des chinois de Mandchourie à la spoliation capitaliste japonaise, révolution paysanne en maintes parties de la Chine.

« La triste condition des ouvriers nippons » Sous ce titre, Andrée Viollis, retour du Japon, publie dans le **Petit Parisien** l'article dont nous extrayons les passages suivants :

A peine avais-je mis le pied sur le sol japonais qu'une singulière photographie publiée par les journaux attirait mes regards: une longue, une interminable cheminée d'usine, et, tout en haut, suspendu à la flèche, un paquet dans une sorte de hamac. Mais un paquet qui, ô surprise, avait un chapeau et des jambes. Que faisait donc cet homme si étrangement juché là-haut ?

— C'est un gréviste qui manifeste au nom de ses camarades, me dit-on. Oui, depuis l'an dernier, cette bizarre façon de protester est à la mode. Il y avait alors une grève importante dans une grande filature de Tokio. Les ouvriers cherchèrent un moyen original de donner de la publicité à leurs revendications. Ils choisirent un de leurs camarades, un garçon de vingt ans, et, se cotisant, lui proposèrent cinq yens s'il voulait grimper jusqu'en haut de la cheminée de l'usine, s'y installer sur une petite plate-forme entourée d'un filet et y attendre la fin de la grève. Le pauvre diable accepta et passa quinze jours sur son perchoir par un temps glacial de février; de temps à autre, on lui montait un paquet de provisions. Il lui fallut, pour tenir, tout le stoïcisme japonais. Des foules accourant en pèlerinage contemplaient ce stylite renouvelé des premiers ascètes chrétiens. On commença par rire, puis on finit par s'émouvoir. L'opinion, au Japon, est toujours favorable à ceux qui ont du cran, qui souffrent et risquent leur vie pour une cause. Pourtant les patrons tenaient bon. Il fallut, pour les faire céder, une circonstance imprévue. L'Empereur allait assister à une cérémonie religieuse dans quelque sanctuaire du Nord, et la gare par laquelle il devait s'embarquer était voisine de la filature en grève. Or une tradition sacrée interdit à tout être humain de voir l'empereur d'en haut. Que faire ? Les autorités intervinrent auprès des propriétaires de l'usine. Ceux-ci durent capituler.

Les ouvriers japonais trouvent d'autres moyens ingénieux de frapper l'imagination publique. Au moment où j'arrivais, les employés du métro venaient de se mettre en grève: ils réclamaient, entre autres revendications, de nécessaires mesures d'hygiène dans les souterrains où ils vivent et exigeaient qu'on fixât le minimum de salaire des femmes de 70 à 90 sens (1) par jour. Ce qui, avouez-le, n'est pas excessif. Munis de vivres pour un mois environ, deux cents d'entre eux, dont une moitié de femmes occupant par décence des compartiments séparés, s'embastillèrent dans des voitures du métro. La police demeura impuissante à les en faire sortir. On allait les contempler dans leurs cages comme les bêtes d'une ménagerie. Mais, moins farouches, ils chantaient en chœur, jouaient de divers instruments et semblaient profiter abondamment de ces vacances forcées. Eux aussi finirent par obtenir, du moins partiellement, gain de cause.

Mais ces incidents de guerre sociale en dentelles sont rares. Il y en a de plus tragiques: grèves de la faim, violentes manifestations, sanglantes échauffourées. Et ces conflits se multiplient avec une effrayante rapidité: 1.200 en 1929, 1.825 en 1930 et 2.456 en 1931, m'a dit le directeur du travail lui-même, en m'avouant son inquiétude.

(1) Cent sens font un yen. Le yen valait, il y a quelques mois, environ 8 fr. 50.

L' « accumulation primitive » en Mandchourie. L'**Information,** sous la signature de du Chayla, présente ainsi, les « difficultés » du Japon en Mandchourie :

Depuis le dépôt du rapport Lytton, dans le but manifeste de placer la Société des Nations devant le fait accompli et d'occuper de fortes positions avant la fin de la « paralysie électorale » américaine, le Japon s'est efforcé de saisir les principaux leviers de commande de l'Etat mandchou et surtout d'instaurer, sur toutes les parties de son territoire, un pouvoir effectif au lieu d'une autorité encore actuellement nominale.

Possession n'est pas, de prime abord, synonyme de souveraineté. A tous les degrés de la hiérarchie administrative restent en place des fonctionnaires, nommés par le gouvernement chinois et qui exécutent, avec un tact et une dissimulation admirables, les ordres de résistance passive et active et de sabotage laissés et transmis encore par Nankin, grâce à ces innombrables sociétés secrètes qui ont toujours été un des facteurs les plus efficients de la politique chinoise. Dans toute la partie septentrionale et occidentale, le pouvoir du président Pou-Y et des occupants est purement nominal, cédant devant les féodalités des « généraux » mandchous d'orientation chinoise. La proximité de la frontière russe fait que toute cette partie du territoire est soumis à la double propagande antijaponaise des nationalistes et des communistes chinois.

Donc, la plupart des hauts fonctionnaires mandchous de possible orientation chinoise sont ou seront remplacés. Possédant les chemins de fer, le Japon a mis la main sur l'organisme complémentaire, les P.T.T. Les fonctionnaires subalternes mandchous se sont mis en grève; ils ont été immédiatement remplacés par des Russes blancs. La plupart des mines de charbons étaient exploitées par des compagnies chinoises; celles-ci ont été évincées, souvent par des procédés d'une désinvolture toute militaire. Les occupants agissent méthodiquement, s'assurant la maîtrise des grandes matières premières et un ravitaillement en ressources financières locales par le transfert, en fermage, des monopoles à de puissants organismes financiers et commerciaux japonais qui, par le jeu des compensations, peuvent même aider le gouvernement de Tokio dans ses difficultés financières. C'est ainsi que le consortium japonais des allumettes en a acquis, du gouvernement mandchou, le monopole.

En Chine « rouge ». Enfin, voici la traduction d'un article donné par une camarade revenant de Chine, Cecil Chesterton, au **New Leader,** l'organe de l'Independant Labour Party d'Angleterre :

J'eus la chance, lorsque je fus à Hankéou, d'obtenir un vivant compte-rendu des conditions existantes dans les régions soviétisées du Yang-Tsé, par un missionnaire américain qui y avait été captif, qui venait d'être relâché tout récemment du nom de Vikner.

Lui et l'un de ses collègues étaient en vacances, avec leurs femmes et leurs enfants, dans un petit pavillon situé à une cinquantaine de kilomètres d'un territoire soviétisé du Hou-peï, territoire plus grand que la France.

A la suite d'une rencontre entre les Rouges et les troupes gouvernementales, ces dernières durent battre en retraite. Il était tard dans la soirée et tout semblait tranquille lorsque tout à coup le pavillon fut cerné et les deux hommes, leurs femmes et leurs enfants enlevés par un détachement rouge sous le commandement d'un nommé Chen.

Le pavillon ne fut pas touché; plusieurs mois encore après rien n'y manquait. Quant aux prisonniers, ils furent emmenés en chaises à porteurs. Ils voyagèrent ainsi par monts et par vaux, sans chemins, en des endroits à se rompre le cou,

mais les porteurs, forts comme des chevaux, ne faisaient jamais de faux pas et ne s'arrêtèrent que lorsque la frontière rouge fut franchie.

Alors seulement les prisonniers purent se reposer. Puis l'interrogatoire commença.

Est-ce que Vikner était un impérialiste? Un capitaliste? Est-ce qu'il tirait du profit du peuple chinois?

Ses réponses le sauvèrent. Il avait été charpentier dans sa jeunesse, et son collègue avait travaillé dans une ferme. Cela arrangea les choses. Les femmes et les enfants furent relâchés et envoyés à la gare la plus proche; quant aux hommes ils furent retenus afin de pouvoir se rendre compte exactement comment les choses se passaient.

M. Vikner ne peut en aucune façon passer pour un révolutionnaire ou un bolchevik. Cela donne à ses paroles une autorité toute particulière.

Ce qui me frappa le plus, me dit-il, *ce fut que dans le territoire rouge, le riz était 150 pour cent moins cher qu'ailleurs. Le commerce privé continua à être autorisé, mais tous les prix sont contrôlés par l'Etat. Les paysans travaillent collectivement la terre qui leur est louée par l'Etat, et se partagent les profits. Ils vivent dans leurs villages à peu près comme autrefois, avec cette différence cependant que des écoles y ont été installées, et que de nouvelles maisons sont en train de s'y élever. Les jeunes gens, ceux qui appartiennent à la classe paysanne ou aux classes moyennes, m'ont frappé par leur enthousiasme. Ils font l'école le soir, tiennent des meetings et, d'une façon générale, poussent à la roue par tous les moyens.*

Le plus important consiste dans le sérieux effort qui est fait pour faire disparaître la corruption.

On me prévint, me dit le missionnaire, *que je ne devrais pas donner de pourboire à nos porteurs quand nous serions libérés. Ils étaient payés par l'Etat, et s'ils acceptaient quelque chose en plus, ils seraient fusillés.*

Cela ne signifie pas que toute corruption a disparu des territoires communistes; on ne saurait ainsi généraliser. Mais le principe de l'intégrité politique a du moins été posé.

Il semble qu'il y ait deux « tendances » dans le Hou-peï communiste, dont les chefs sont respectivement Chen et un certain Wong.

Chen est un homme de 38 ans qui parle couramment l'anglais, le français, l'allemand et le russe, et qui a passé un certain temps à étudier l'économie politique à Londres, Berlin et Moscou. Il fut en outre, pendant un temps, étudiant de l'école militaire de Chang Kai Shek, et une brillante carrière s'ouvrait devant lui. Mais le communisme l'appelait! Lui et sa tendance s'en tiennent à la transformation économique; ils sont partisans de permettre au peuple de pratiquer sa religion, de continuer à pratiquer le culte des ancêtres et tout le reste s'il le désire.

M. Wong au contraire, est, avant tout, pour l'épée, et tandis que Chen demande une haute rançon pour les captifs mais le respect de leur vie, Wong réclame leur suppression.

Quant au chef de l'Etat, jeune homme d'une vingtaine d'années, il se tient dans un juste milieu, en insistant sur le contrôle des prix par l'Etat et la lutte contre la corruption.

Je n'oublierai jamais, continua Vikner, *notre arrivée dans une ville, un certain soir. Les rues étaient larges, les monuments modernes, et tout l'ensemble avait un aspect propre et riche qui ne se rencontre pas souvent dans les villes de l'intérieur. On nous emmena dans un hôtel, on nous prépara un bain et notre linge fut lavé. Le soir, nous nous assîmes dans la cour. Autour de nous, comme d'ordinaire, les gens bavardaient et riaient. A notre grande surprise les soldats de l'armée rouge se mêlaient à la foule. Or, d'habitude, ainsi que vous le savez, l'arrivée d'un soldat, en Chine, est le signal d'une fuite générale. Mais manifestement, ces garçons étaient en bons termes avec les civils. Je me souviens d'une vieille femme qui demandait qu'on lui rende une épingle qu'elle avait prêtée à un soldat, lors de leur dernière venue. On la lui rendit, au milieu d'une hilarité générale. J'entendis également une discussion sur les opérations militaires qui devaient avoir lieu le lendemain. Il s'agissait d'occuper une certaine colline: qui commanderait? — Car c'étaient les soldats qui nommaient eux-mêmes leur chef!*

Lorsqu'enfin on nous dit que nous pouvions partir, je n'en croyais pas mes oreilles. Je pensais que Wong, qui avait été tout le temps dégoûtant avec nous, jouait au chat et à la souris, et je ne fus pas du tout surpris lorsque son lieutenant nous informa que nous serions fusillés à l'aube. Mais Chen arrêta tout cela et nous dépêcha le même soir par chaise à porteur vers la plus proche station de chemin de fer, distante de 80 kilomètres, en nous donnant un billet de seconde classe pour Hankéou.

Je ne pense pas que Wong durera, il ne peut pas durer. Mais, quoiqu'il en soit, le peuple est extrêmement content, et avec des prix, ainsi contrôlés, il y a de la nourriture pour tout le monde. L'armée est remarquablement disciplinée; elle accueille toute recrue qui lui vient de l'extérieur, et, ce qui est encore plus beau, elle lui paie sa solde!

Ce que je pense de l'avenir du communisme en Chine?

Il se tut un moment. Il connaissait le pays depuis vingt ans, il parlait couramment le chinois officiel, et comprenait d'innombrables dialectes.

Il s'étendra, dit-il. *Il ne peut pas ne pas s'étendre. Il est une garantie contre l'exploitation des fonctionnaires et le pillage des militaires.*

Et souvenez-vous que l'état soviétique dans lequel j'ai été n'est qu'un parmi beaucoup d'autres.

ENTRE NOUS

ENCAISSEZ ET TRANSMETTEZ LES ABONNEMENTS

Avez-vous bien regardé nos chiffres de novembre dans le dernier numéro? Avez-vous vu que nous n'avions eu que 19 abonnés et pourtant 17 souscripteurs? Avez-vous remarqué que cinq départements ont fourni des souscripteurs et pas d'abonnés?

Alors les copains, vous envoyez votre mandat de 100, 20, 10 ou 5 francs, selon vos moyens, mais vous ne pouvez pas trouver un lecteur pour la R. P. — même pas trouver dans vos relations pour l'abonner d'office sur votre versement, le camarade qui lirait la R. P. avec profit ? C'est trop difficile, hein les amis!... Mais pensez-vous donc que nous perfectionnons notre revue pour qu'elle reste confidentielle.

Soyons juste, la R. P. n'est pas confidentielle; il tombe sur notre table des tas de journaux où on la cite, où on l'approuve, où on la critique et où on la pille sans la citer... Mais elle n'a pas un tirage qui correspond à son influence — parce que nous n'avons pas assez d'abonneurs décidés.

Regardez-donc le classement général. En un mois et demi, 17 départements, sur 92 (avec l'Algérie), ont répondu à notre appel! Et les autres? Ils n'entendent pas. Tous sourds, les amis du Finistère! tous sourds, ceux des Côtes-du-Nord — et ceux de l'Indre et ceux du Pas-de-Calais. La surdité est quasi-générale dans le Nord, l'Est et l'Ouest! Ça ne bouge un peu qu'au Sud de Lyon, mais tout doucement. Rien à Grenoble, rien à Marseille, rien dans le Gard!

Tout de même, camarades, vous allez enterrer la paresse avec 1932 et toper 3 copains bien choisis. Faites cet effort: voyez vous-mêmes 3 lecteurs possibles, faites-leur connaître la R.P., parlez-leur de votre revue, encaissez et transmettez *leur abonnement (3 mois, 10 francs).*

EN ENVOYANT VOTRE SOUSCRIPTION ADRESSEZ-NOUS LE NOM D'UN ABONNÉ D'OFFICE



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.